Services publics et Approvisionnement Canada | Public Services and Procurement Canada

Services publics et Approvisionnement Canada
Rapport sur les résultats ministériel 2025 à 2026



L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec

Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec, 2026

Numéro de catalogue : P1-34F-PDF

ISSN : 2561-2077

Also available in English under the title: 2025 to 2026 Departmental Results Report

Rapport sur les résultats ministériels 2025 à 2026 de Services publics et Approvisionnement Canada

Table des matières

- En un coup d'œil
- Message du ministre
- Résultats : nos réalisations
  - Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services
  - Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité
  - Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure
  - Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement
  - Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Remarque : Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a utilisé son outil d'intelligence artificielle (IA) générative (Microsoft Copilot) pour appuyer l'élaboration du contenu de ce rapport. Un être humain a revu et validé tout le contenu généré par l'IA.

En un coup d'œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles de SPAC par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son Plan ministériel 2025 à 2026.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du 21 mai 2025 émanant du premier ministre, ainsi qu'avec la vision, la mission, la raison d'être et le contexte opérationnel de SPAC

Principales priorités

SPAC a cerné les principales priorités suivantes pour 2025 à 2026 :

- **Moderniser l'approvisionnement** grâce à des processus simplifiés, à un accès centralisé aux politiques et à des possibilités accrues pour les fournisseurs sous-représentés;
- Mettre en œuvre le **Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien »** pour donner la priorité aux fournisseurs nationaux, renforcer les chaînes d'approvisionnement et soutenir la résilience économique;
- Améliorer la **prestation des services** grâce à la transformation des ressources humaines (RH) et de la paye, à l'intégrité du programme des pensions et à l'adoption de technologies modernes;
- Faire progresser la mise en œuvre de l'**Agence de l'investissement pour la défense** (AID);
- Lancer **GCtraduction**, un outil de traduction alimenté par l'intelligence artificielle (IA) pour soutenir une fonction publique plus agile, moderne et bilingue.

Faits saillants

Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien »

SPAC a élaboré et mis en œuvre le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien », y compris ses instruments de politique et son programme connexes, afin de répondre à l'objectif du gouvernement du Canada de protéger, de développer et de transformer les industries stratégiques du Canada. Ce cadre général établit une approche pangouvernementale pour guider et soutenir les entreprises et les travailleurs canadiens en accordant la priorité aux fournisseurs et aux matériaux canadiens et en encourageant le contenu canadien dans les approvisionnements fédéraux stratégiques. Les instruments de politique qui le soutiennent exigent que SPAC et les ministères clients, par exemple, accordent la priorité aux matériaux canadiens, y compris l'acier, l'aluminium et les produits du bois, dans des secteurs clés comme la construction et la défense. Ce cadre établit une base cohérente à l'appui du renforcement de la résilience économique et de la capacité industrielle partout au Canada, tout en tirant parti des chaînes d'approvisionnement nationales.

Agence de l'investissement pour la défense

Le gouvernement a établi l'AID afin de mieux harmoniser l'approvisionnement fédéral avec l'innovation et les objectifs industriels de défense à long terme du Canada. L'AID mise sur une approche plus stratégique, axée sur les résultats, et agit comme coordonnatrice centrale pour les acquisitions importantes et complexes en matière de défense. L'Agence soutient initialement les approvisionnements en matière de défense d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, tout en

améliorant les processus d'approvisionnement et d'approbation grâce à une approche fondée sur les risques conçue pour accroître l'efficacité, réduire le fardeau administratif et soutenir une exécution plus agile des projets.

En simplifiant les processus et en renforçant la collaboration au sein du gouvernement et avec l'industrie, l'AID fait progresser les projets prioritaires tout en contribuant à la mise en œuvre de la Stratégie industrielle de défense du Canada. De façon plus générale, elle vise à renforcer la base industrielle de la défense du Canada en appuyant les partenariats avec les fournisseurs canadiens, en améliorant la capacité de répondre aux besoins du marché et en veillant à ce que les investissements en approvisionnement assurent à la fois la disponibilité opérationnelle des Forces armées canadiennes et de la Garde côtière canadienne, ainsi que des avantages économiques pour les Canadiens.

En 2025-2026, les dépenses totales et les ressources humaines de SPAC sont comme suit :

- Total des dépenses réelles (services internes compris) : 6 152 293 431 $
- Total des équivalents temps plein (services internes compris) : 18 432

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines de SPAC, consultez la section Dépenses et ressources humaines de ce rapport.

Sommaire des résultats

Voici un sommaire des résultats atteints par le ministère en 2025 à 2026 dans ses « responsabilités essentielles » (principaux secteurs d'activité).

Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services

Dépenses réelles : 184 304 444 $

Ressources humaines réelles : 2 160 Équivalents temps plein (ETP)

- SPAC a élaboré et mis en œuvre le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien » afin de renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales en accordant la priorité aux fournisseurs canadiens et en encourageant les biens et services canadiens, et d'aider les industries canadiennes à devenir plus autosuffisantes et résilientes;
- Le ministère a fait progresser la modernisation de l'approvisionnement en services professionnels en améliorant la surveillance, la transparence et l'optimisation des ressources, en renforçant les orientations à l'intention des acheteurs et des ministères clients et en encourageant les pratiques d'approvisionnement axées sur les résultats qui harmonisent mieux le travail des fournisseurs avec des résultats mesurables;

- SPAC a fait progresser sa transformation numérique en modernisant sa plateforme d'approvisionnement électronique infonuagique, en élargissant les capacités de la Solution d'achats électroniques (SAE) et en faisant progresser la mise hors service des anciens systèmes d'approvisionnement;
- Le Ministère a continué d'appuyer la politique de défense actualisée du Canada et la Stratégie nationale de construction navale (SNCN), et a collaboré avec d'autres ministères et l'industrie afin de renforcer la sécurité des chaînes d'approvisionnement du Canada;
- SPAC a mis en œuvre la *Politique provisoire sur l'approvisionnement réciproque*, en collaboration avec des partenaires gouvernementaux, afin de faire la promotion de possibilités d'approvisionnement équilibrées avec les partenaires commerciaux du Canada et de mieux soutenir les entreprises canadiennes.

Pour en savoir plus sur les activités liées à l'Achat de biens et de services de SPAC, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dépenses réelles : 976 191 026 $

Ressources humaines réelles : 5 883 ETP

- SPAC a réduit le nombre d'employés confrontés à des inexactitudes potentielles en matière de paye au Centre des services de paye de la fonction publique en deçà de la cible établie, atteignant ainsi un jalon important grâce à des efforts continus de réduction de l'arriéré, à des activités de traitement soutenues et à des niveaux de nouveaux cas stables;
- En collaboration avec les ministères, SPAC a continué de faire progresser la nouvelle solution de RH et de paye en publiant un rapport de faisabilité confirmant la viabilité des activités de conception, de mise à l'essai et de préparation de l'organisation en vue de soutenir la mise en œuvre future;
- Le ministère a appuyé le lancement réussi du Programme d'incitation à la retraite anticipée (PIRA) introduit dans le budget de 2025 en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, qui permet aux participants admissibles des régimes de retraite de recevoir des renseignements propres au PIRA par l'entremise du portail Ma pension GC.

Pour en savoir plus sur les activités liées aux Paiements et comptabilité de SPAC, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dépenses réelles : 4 416 955 691 $

Ressources humaines réelles : 4 589 ETP

- SPAC a fait progresser l'optimisation du portefeuille de locaux à bureaux fédéraux en réalisant des économies prévues de 42,9 millions de dollars et en aliénant les biens excédentaires;
- Le ministère a continué de réhabiliter des édifices patrimoniaux et nationaux clés et a investi dans l'entretien des ouvrages techniques et des liaisons interprovinciales afin de s'assurer qu'ils demeurent sécuritaires, accessibles, durables et utiles pour les Canadiens;
- Le ministère a continué de faire progresser la réhabilitation de la Cité parlementaire dans le cadre de la vision et du plan à long terme;
- SPAC a progressé vers l'atteinte des objectifs fédéraux en matière de durabilité en réduisant considérablement les émissions de gaz à effet de serre (GES) de son portefeuille de bâtiments, en augmentant la consommation d'électricité propre, en intensifiant les efforts de réduction des déchets et des plastiques et en poursuivant les activités d'assainissement des sites contaminés;
- Le ministère a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada en modernisant l'infrastructure scientifique fédérale et en faisant progresser des projets clés partout au Canada qui soutiennent la recherche, les programmes réglementaires et l'innovation.

Pour en savoir plus sur les activités liées aux Biens et infrastructure de SPAC, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dépenses réelles : 191 672 453 $

Ressources humaines réelles : 2 456 ETP

- SPAC a lancé GCtraduction dans sept ministères, donnant accès à un outil de traduction sécurisé alimenté par l'IA, avec l'intégration d'autres organisations prévue pour 2026 à 2027.
- Le ministère a fourni des environnements numériques et cybersécurisés, augmenté la capacité de traitement de l'information et intégré des outils modernes à l'appui de la Stratégie numérique du gouvernement et de l'Ambition numérique du Canada;

- Le ministère a continué de faire progresser la mise en œuvre d'outils ministérels, y compris Service SPAC, tout en améliorant la satisfaction globale de la clientèle;
- SPAC a renforcé le Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs afin d'améliorer la surveillance et de s'assurer que le gouvernement du Canada ne communique pas avec les fournisseurs préoccupants;
- SPAC a fait progresser le lancement du Programme canadien de certification en cybersécurité en établissant des exigences obligatoires en matière de cybersécurité fondées sur les risques afin de protéger les renseignements de nature délicate et de soutenir une chaîne d'approvisionnement de la défense sûre, résiliente et fiable.

Pour en savoir plus sur les activités liées au Soutien à l'échelle du gouvernement de SPAC, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement

Dépenses réelles : 5 451 275 $

Ressources humaines réelles : 34 ETP

- Le Bureau de l'ombud de l'approvisionnement (BOA) a permis de mieux faire connaître les enjeux liés à l'approvisionnement fédéral et d'accroître la mobilisation des fournisseurs, des organisations fédérales et des intervenants au moyen d'activités de sensibilisation et d'échange d'information;
- Le BOA a appuyé la résolution équitable et rapide des problèmes d'approvisionnement en offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends et en examinant les plaintes des fournisseurs et les pratiques d'approvisionnement fédérales.

Pour en savoir plus sur les activités liées à l'Ombud de l'approvisionnement, consultez la section « Résultats : nos réalisations » du présent rapport.

Message du ministre



L'honorable Joël Lightbound, c.p., député
Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et Lieutenant du Québec

En tant que ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et lieutenant du Québec, j'ai le plaisir de présenter les Rapports sur les résultats ministériels de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour 2025 à 2026.

Il s'agissait d'une année charnière pour faire progresser les efforts du gouvernement du Canada visant à transformer ses activités et à produire des résultats tangibles pour les Canadiens. En tant qu'acheteur central, gestionnaire de biens immobiliers, spécialiste des questions linguistiques, administrateur de la paye et des pensions, trésorier et comptable, SPAC joue un rôle essentiel dans cette transformation.

Dans un environnement mondial en évolution, SPAC a contribué à renforcer la résilience économique, à moderniser le gouvernement numérique et à soutenir une saine gestion financière. Le ministère a obtenu des résultats qui améliorent l'efficacité, optimisent la prestation des services et contribuent à faire du Canada un pays fort et uni.

Afin de soutenir les entreprises canadiennes et la capacité nationale, SPAC a élaboré et mis en œuvre le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien ». Ce cadre accorde la priorité aux biens, aux services et aux fournisseurs canadiens, et aide les industries canadiennes à devenir plus résilientes et autosuffisantes. Parallèlement, le ministère a mis en place la *Politique provisoire sur l'approvisionnement réciproque* afin de faire la promotion d'un accès équilibré aux marchés internationaux tout en soutenant mieux les entreprises canadiennes, y compris les petites et moyennes entreprises.

Cette année a également marqué la création de l'Agence de l'investissement pour la défense (AID), initialement en tant qu'organisme de service spécial au sein de SPAC. Depuis septembre 2025, l'AID a permis de réaliser des approvisionnements en matière de défense d'une valeur de plusieurs milliards de dollars et de faire progresser les projets d'approvisionnement en matière de défense

les plus importants du gouvernement. Ce travail appuie la Stratégie industrielle de défense et la Stratégie nationale de construction navale du Canada, renforce la capacité de défense du Canada et contribue à la progression vers l'objectif de dépenses en matière de défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Les solutions numériques modernes demeurent au cœur de la transformation du gouvernement. SPAC a amélioré sa solution d'achats électroniques infonuagique, en élargissant ses capacités, et poursuivi la mise hors service des anciens systèmes d'approvisionnement. Ces changements ont rendu l'approvisionnement plus accessible, plus efficace et plus convivial. Le ministère a également lancé GCtraduction, un outil alimenté par l'IA qui améliore la productivité des ministères et appuie les langues officielles du Canada.

SPAC a également fait progresser les travaux sur la solution de RH et de paye de prochaine génération, notamment en publiant un rapport de faisabilité et en faisant progresser les activités de conception, de mise à l'essai et de préparation. Ce travail rapproche le gouvernement de la mise en place d'un système de paye moderne et fiable pour les fonctionnaires.

SPAC a continué d'investir dans la réhabilitation des principaux édifices patrimoniaux et nationaux et entretenu les infrastructures essentielles, y compris les ouvrages techniques et les liaisons interprovinciales. Ces investissements contribuent à assurer la sécurité, l'accessibilité, la durabilité et la valeur des biens pour les Canadiens. Parallèlement, SPAC a intensifié ses efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'ensemble de son portefeuille immobilier, contribuant ainsi aux objectifs climatiques du gouvernement du Canada.

L'intégrité et la responsabilisation sont demeurées au cœur du travail de SPAC. Le ministère a renforcé le Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs afin d'améliorer les mécanismes de surveillance et de s'assurer que le gouvernement du Canada ne communique pas avec les fournisseurs préoccupants.

Ensemble, ces réalisations contribuent à mettre en place un gouvernement plus moderne, plus efficace et plus résilient, mieux placé pour servir les Canadiens.

Je vous invite à en apprendre davantage sur ce travail important et les résultats obtenus dans le Rapport sur les résultats ministériels de SPAC pour 2025 à 2026.

L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement et Lieutenant du Québec

Résultats : nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services
- Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité
- Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure
- Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement
- Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités pangouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines suivants du Cadre de qualité de vie pour le Canada **:**

- Domaine Prospérité, en particulier les indicateurs « Productivité », « Dynamisme des entreprises », et domaine de la Société, plus précisément les indicateurs « Sentiment de fierté à l'égard du Canada », « Sentiment d'appartenance au Canada » et « Valeurs partagées », par le biais d'activités liées au Cadre stratégique de la politique « Achetez

canadien », et une participation accrue des groupes sous-représentés dans l'approvisionnement, y compris les entreprises autochtones;
- Domaine Environnement, en particulier les indicateurs « Émissions de gaz à effet de serre » et « Gestion des déchets », par le biais d'un travail stratégique favorisant la déclaration et le suivi du cycle de vie des émissions de gaz à effet de serre provenant des activités d'approvisionnement, réduction des déchets grâce à une meilleure identification des matériaux à fort impact environnemental et soutien à l'assainissement actif de diverses installations minières sous la responsabilité du gouvernement du Canada;
- Domaine Saine gouvernance et l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », par la tenue d'activités visant à augmenter l'efficacité et la compétitivité des processus d'approvisionnement ainsi que la satisfaction de la clientèle à cet égard

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales disposent des produits et services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun et au meilleur rapport qualité-prix

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 80 % 2024 à 2025 : 82 % 2025 à 2026 : 81 %
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits	Au moins 85 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 58 % 2024 à 2025 : 62 % 2025 à 2026 : 59 %[1]

[1] Le ministère a continué de faire progresser les initiatives de transformation afin d'améliorer les processus d'approvisionnement et de collecte de données de SPAC, y compris l'intégration et la correction des systèmes et des données existants. Compte tenu de la rapidité, de l'ampleur et de la portée de ces changements continus, les délais d'approvisionnement ont été touchés.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 66 % 2024 à 2025 : 64 % 2025 à 2026 : 59 %[2]
Coût des services d'approvisionnement par 100 $ de contrat	Au plus 1,75 $	Mars 2026	2023 à 2024 : 1,19 $ 2024 à 2025 : 0,93 $ 2025 à 2026 : 0,82 $
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 79 % 2024 à 2025 : 78 % 2025 à 2026 : 75 %[3]
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5)	Au moins 62 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 56 % 2024 à 2025 : 63 % 2025 À 2026 : 60 %[4]

[2] SPAC a continué de faire progresser les initiatives de transformation afin d'améliorer les processus d'approvisionnement et de collecte de données de SPAC, y compris l'intégration et la correction des systèmes et des données existants. Compte tenu de la rapidité, de l'ampleur et de la portée de ces changements continus, les délais d'approvisionnement ont été touchés.

[3] Le pourcentage global des processus d'approvisionnement concurrentiels est influencé par les contrats de défense attribués dans le cadre de processus d'approvisionnement non concurrentiels. Si l'on exclut les approvisionnements en matière de défense, la proportion de processus d'approvisionnement concurrentiels était nettement plus élevée en 2025 à 2026.

[4] En 2025 à 2026, 30 demandes complexes ont donné lieu à l'attribution de contrats dont 18 ont reçu deux soumissions qualifiées ou plus. Parmi les autres, certaines ont reçu plusieurs soumissions, mais ont été éliminées parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences de qualification, ce qui a eu une incidence sur le résultat pour cet indicateur.

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs au cours des trois derniers exercices.

Tableau 2 : Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant facilement accessible	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 81 % 2024 à 2025 : 81 % 2025 À 2026 : 78[5] %
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 85 % 2024 à 2025 : 85 % 2025 À 2026 : 82 %

Le tableau 3 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada au cours des trois derniers exercices.

Tableau 3 : Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises	Au moins 25 %	Mars 2025	2023 à 2024 : 20 % 2024 à 2025 : 5 % 2025 À 2026 : 23 %[6]

[5] Les défis signalés par les fournisseurs concernant l'accès aux processus d'approvisionnement fédéraux, y compris le temps et les efforts administratifs nécessaires pour participer aux occasions, ont eu une incidence sur les résultats en 2025 à 2026. SPAC continue de mettre en œuvre des mesures pour réduire les obstacles et soutenir la participation des fournisseurs, notamment par l'entremise du Programme d'approvisionnement des petites entreprises.

[6] SPAC continue de travailler à accroître la participation des petites et moyennes entreprises aux marchés publics fédéraux. Grâce au Programme d'approvisionnement des petites entreprises, SPAC simplifie l'approvisionnement fédéral et permet aux petites entreprises de s'y retrouver et de comprendre plus facilement les marchés publics

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement qui visent des biens et des services « écologiques »	Au moins 45 %	Mars 2025	2023 à 2024 : 51 % 2024 à 2025 : 29 % 2025 À 2026 : 11 %[7]
Pourcentage de participation de fournisseurs autochtones aux processus d'approvisionnement	Au moins 11 %	Mars 2025	2023 à 2024 : 10 % 2024 à 2025 : 16 % 2025 À 2026 : 12 %
Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement	Au moins 15 %	Mars 2025	2023 à 2024 : 15 % 2024 à 2025 : 14 % 2025 À 2026 : 18 %

La section Résultats de l'Infographie pour Services publics et Approvisionnement Canada dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à l'Achat de biens et de services en 2025 à 2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

En sa qualité d'acheteur central pour le gouvernement du Canada, SPAC tient à ce que les processus d'approvisionnement soient bien gérés et à ce qu'ils procurent le meilleur rapport qualité-prix aux Canadiens. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement, SPAC a continué à soutenir les ministères et organismes fédéraux dans l'exécution des programmes destinés aux Canadiens.

fédéraux. Afin d'améliorer davantage le soutien aux fournisseurs, SPAC met à l'essai le robot conversationnel Procura (bêta), un outil alimenté par l'IA qui aide les fournisseurs et les intervenants à accéder rapidement aux renseignements généraux sur l'approvisionnement fédéral.

[7] Les problèmes liés aux données et les limites techniques résultant de la transition de l'application des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement d'un ancien système d'approvisionnement à la Solution d'achats électroniques ont continué d'avoir une incidence sur les résultats de cet indicateur.

Résultats obtenus

- Aidé les ministères clients à continuer d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix en faisant la promotion de processus concurrentiels et en incorporant des clauses qui incitent les fournisseurs à respecter les délais et le budget;
- Fait progresser la modernisation de l'approvisionnement en services professionnels en renforçant la surveillance, la transparence et la diligence raisonnable, en appuyant l'adoption d'approches d'approvisionnement axées sur les résultats dans tous les ministères et organismes, et en mobilisant l'industrie et les intervenants pour éclairer l'évolution des outils, des pratiques et des politiques connexes;
- Collaboré avec des partenaires à l'appui du Régime canadien de soins dentaires, un programme national à long terme, avec la portée et l'envergure nécessaires pour servir tous les Canadiens admissibles;
- Sous la direction du chef, Bureau d'assurance de la qualité des contrats et de la conformité des dossiers, a renforcé la documentation des décisions clés et la surveillance de la conformité tout au long du processus d'approvisionnement.

Approvisionnement maritime et de défense

SPAC a continué de fournir de l'équipement, des fournitures et des services clés à l'appui d'à *Notre Nord, fort et libre*, la vision renouvelée pour la défense du Canada, et de la SNCN. Marquant un jalon important dans l'approche du Canada en matière de défense nationale et de sécurité collective, SPAC a travaillé avec d'autres organisations de défense et maritimes du gouvernement pour atteindre l'objectif de l'OTAN de dépenser 2 % du produit intérieur brut (PIB) en matière de dépenses de défense en 2025 à 2026.

Le ministère a également continué de tirer parti d'une approche fondée sur les risques pour l'approvisionnement en matière de défense. SPAC a accéléré l'obtention des pouvoirs de passation de marchés au nom du ministère de la Défense nationale (MDN), y compris les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne, en permettant des approbations internes plus rapides et simplifiées. De plus, le ministère a fait progresser les réformes plus larges de l'approvisionnement en cernant les domaines d'amélioration et en travaillant en partenariat avec les principales organisations fédérales. Cela comprenait la création de l'AID en tant qu'organisme de service spécial au sein de SPAC.

Résultats obtenus

- Collaboré avec d'autres ministères pour faire progresser le Pacte de collaboration sur les brise-glaces (Pacte ICE), un partenariat trilatéral avec la Finlande et les États-Unis, afin de renforcer la capacité collective de conception, de production et d'entretien des brise-glaces polaires et arctiques grâce à l'amélioration du perfectionnement de la main-d'œuvre, de l'échange d'information, de la collaboration industrielle et de l'expertise opérationnelle;

- Mis en œuvre le Programme canadien de certification en cybersécurité, en collaboration avec le MDN et le Conseil canadien des normes, afin de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement de la défense canadienne et de protéger les renseignements contractuels non classifiés du gouvernement du Canada;
- Lancé la production du premier destroyer de la classe Fleuves et rivières à Irving Shipbuilding à Halifax et d'un brise-glace polaire à Vancouver Shipyards de Seaspan;
- Lancé la construction d'un brise-glace polaire au Chantier Davie au Québec et achevé la construction du vingtième bateau de recherche et sauvetage;
- Livré des navires à la Garde côtière canadienne et à la Marine royale canadienne, y compris le seizième bateau de recherche et sauvetage, le sixième et dernier navire de patrouille extracôtier et de l'Arctique et le navire hauturier de science océanographique;
- Fait progresser le projet de sous-marins canadiens de patrouille par la sélection de TKMS comme fournisseur privilégié, une étape importante dans le renouvellement de la flotte de sous-marins du Canada et le renforcement de ses capacités de défense maritime;
- Soutenu la création de l'AID, annoncée en octobre 2025, qui est responsable de l'octroi de plusieurs milliards de dollars en approvisionnements en matière de défense;
- Fait progresser la mise en œuvre de la Stratégie industrielle de défense du Canada, par l'entremise de l'AID, afin de contribuer à la croissance de la base industrielle nationale et au renforcement des capacités de défense souveraines.

Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Modernisation du processus d'approvisionnement

SPAC a continué de faire progresser les initiatives visant à moderniser l'approvisionnement, à simplifier les pratiques d'approvisionnement et à assurer l'optimisation des ressources.

Résultats obtenus

- Poursuivi la promotion de la prestation numérique en élargissant les capacités de la SAE et lancé un nouveau portail de l'acheteur et un nouveau guide de l'acheteur pour accroître l'efficacité;
- Élaboré le robot conversationnel « Procura », un nouvel outil de soutien numérique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, conçu pour améliorer les services aux fournisseurs et aux intervenants;
- Mis en œuvre un cadre de gestion du rendement des fournisseurs mis à jour et élargi, maintenant applicable aux nouveaux contrats de biens et de services attribués par SPAC au nom de 22 autres ministères;
- Poursuivi la mise en œuvre progressive de l'Initiative de modernisation des contrats en intégrant 51 ministères et organismes gouvernementaux, en améliorant l'uniformité et en

rendant l'approvisionnement moins lourd pour les fournisseurs tout en améliorant l'expérience des acheteurs;
- Renforcé la surveillance, la gouvernance et la responsabilisation en matière d'approvisionnement en services professionnels grâce à l'introduction de contrôles accrus sur les marchés et à l'amélioration de la transparence et de l'optimisation des ressources grâce à des rapports et à des analyses trimestriels, à des conseils sur le marché pour les services professionnels de TI et à des formations et à des activités de sensibilisation ciblées.

Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Mise en œuvre et leadership du Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien »

SPAC a élaboré et mis en œuvre le Cadre stratégique de la politique d'approvisionnement « Achetez canadien » afin de fournir une base globale pour renforcer la résilience économique et la capacité industrielle du Canada.

Résultats obtenus

- Mis en œuvre la *Politique sur la priorisation des fournisseurs canadiens et du contenu canadien dans les approvisionnements stratégiques fédéraux*, qui accorde la priorité aux fournisseurs canadiens et encourage le contenu canadien pour les approvisionnements stratégiques d'une valeur de 25 millions de dollars ou plus dans des secteurs économiques clés, le seuil ayant été abaissé à 5 millions de dollars ou plus en juin 2026;
- Mis en œuvre la *Politique sur la priorisation des matériaux canadiens dans l'approvisionnement fédéral*, exigeant l'utilisation d'acier, d'aluminium et de produits du bois canadiens, le cas échéant, dans les achats de produits de construction et de défense d'une valeur de 25 millions de dollars ou plus.

Mobilisation des petites et moyennes entreprises et des fournisseurs

Grâce aux initiatives de mobilisation des fournisseurs menées par l'entremise de soutien en approvisionnement Canada (SAC), le ministère a continué d'explorer des approches visant à accroître la participation des petites et moyennes entreprises aux approvisionnements dirigés par SPAC, en améliorant la compréhension de la façon dont le gouvernement achète des biens et des services, en faisant connaître les possibilités et en fournissant des services d'information.

Résultats obtenus

- Collaboré avec des petites et moyennes entreprises pour relever les principaux défis et contraintes en réduisant les obstacles à la participation aux marchés publics fédéraux, en conseillant les acheteurs et les décideurs gouvernementaux sur les préoccupations et en recommandant des améliorations au processus d'approvisionnement fédéral;

- Renforcé la mobilisation des partenaires en organisant des événements adaptés aux besoins particuliers des entreprises, des clients du gouvernement fédéral et des intervenants en matière d'approvisionnement;
- Offert des services de sensibilisation et de soutien ciblés aux entreprises détenues ou dirigées par des communautés d'affaires sous-représentées, notamment les femmes, les Autochtones, les personnes noires, les autres minorités visibles ou les personnes racialisées, les personnes en situation de handicap et les personnes 2ELGBTQIA+;
- Organisé 3 168 événements partout au Canada, rejoignant 39 903 participants par l'entremise de SAC, dont 12 salons d'information pour les petites entreprises et salons des acheteurs axés sur les communautés sous-représentées et les fournisseurs plus petits et diversifiés.

Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

SPAC a continué de soutenir Services aux Autochtones Canada, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) et les partenaires autochtones, et de collaborer étroitement avec eux dans l'élaboration conjointe d'une nouvelle stratégie d'approvisionnement autochtone transformatrice à long terme visant à accroître l'inclusion et la participation des Autochtones dans l'approvisionnement fédéral.

Résultats obtenus

- Poursuivi la mise en œuvre de la cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones en renforçant les capacités des fournisseurs autochtones par diverses mesures, comme la sous-traitance, les possibilités structurées et dégroupées, et l'offre d'emplois, de perfectionnement des compétences et de formation;
- Renforcé l'éducation et la sensibilisation internes afin de soutenir la mise en œuvre des obligations en matière d'approvisionnement découlant des traités modernes et de faire progresser la réconciliation économique avec les peuples autochtones;
- Organisé 370 événements par l'entremise de SAC, y compris des salons des acheteurs et des séances d'information pour les entreprises autochtones, ciblant les entreprises dirigées par des Autochtones et attirant 4 707 participants, faisant connaître les possibilités d'approvisionnement auprès des Autochtones et les mesures de soutien disponibles dans le cadre de l'approvisionnement fédéral.

Achats écologiques

SPAC a continué d'intégrer les considérations environnementales dans les approvisionnements fédéraux et tirer parti des dépenses fédérales pour accélérer la transition vers une économie circulaire et carboneutre.

Résultats obtenus

- Collaboré avec le SCT, l'industrie et d'autres intervenants pour élaborer des critères généraux et d'achats écologiques par catégorie à toutes les étapes de l'approvisionnement en biens et services ayant un impact environnemental élevé;
- Fait progresser un projet pluriannuel visant à personnaliser et à lancer l'outil d'achats publics écologiques pour les biens fédéraux, une base de données en ligne bilingue accessible au public sur les produits de technologies propres et à privilégier du point de vue environnemental, afin d'appuyer des décisions éclairées en matière d'approvisionnement;
- Soutenu le SCT dans la mise en œuvre et la surveillance de la *Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre et l'établissement des cibles de réduction,* et introduit la nouvelle exigence d'inclure des rapports d'analyse du cycle de vie dans les contrats de plus de 25 millions de dollars;
- Fait la promotion de l'utilisation d'un libellé standard pour les emballages respectueux de l'environnement dans tous les approvisionnements administrés par SPAC;
- Collaboré avec des partenaires clés, comme le Carrefour de la croissance propre et Affaires mondiales Canada, et des intervenants externes, comme MaRS Discovery District et Foresight Canada, pour faire progresser l'adoption de technologies propres au sein du gouvernement fédéral et intégrer les produits canadiens dans l'outil d'achats publics écologiques;
- Collaboré avec les fabricants de véhicules hybrides et à émission zéro afin d'accroître la disponibilité des véhicules pour les ministères et organismes fédéraux au moyen d'offres à commandes.

Approvisionnement éthique

En sa qualité d'acheteur central du gouvernement du Canada, SPAC entend respecter les normes d'éthique les plus élevées en matière de marchés publics, tant dans son rôle de fournisseur de services communs que dans son rôle de soutien auprès des autres ministères lorsqu'ils mènent leurs propres activités d'approvisionnement.

Résultats obtenus

- Publié un énoncé de politique sur l'approvisionnement éthique et une description du cadre de diligence raisonnable en matière de droits de la personne, décrivant les engagements ministériels et la portée des initiatives existantes et à venir;
- Organisé des activités d'apprentissage et de mobilisation pour les acheteurs et les fournisseurs, y compris des cours de formation internes, un forum sur les marchés publics pour discuter des pratiques éthiques pour les acheteurs du secteur public canadien et un webinaire à l'intention des fournisseurs sur les risques liés au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement canadiennes.

Approvisionnement réciproque

L'approvisionnement réciproque vise à promouvoir l'accès à l'approvisionnement pour les fournisseurs canadiens tout en préservant l'accès au marché pour les partenaires commerciaux admissibles, conformément aux obligations commerciales du Canada.

Résultats obtenus

- Dirigé la mise en œuvre réussie de la *Politique provisoire sur l'approvisionnement réciproque* du gouvernement du Canada afin de s'assurer que les biens et services sont achetés auprès de pays qui accordent aux entreprises canadiennes un niveau similaire d'accès aux marchés.

Principaux risques

Approvisionnement mondial

En 2025 à 2026, le ministère a cerné le risque que la prestation des services de SPAC soit touchée par des perturbations des relations commerciales, l'augmentation du prix des produits de base, l'augmentation des incertitudes dans les chaînes d'approvisionnement et la sécurité de ces chaînes d'approvisionnement causées par des tensions géopolitiques. Pour atténuer ce risque, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Continué à tirer parti des structures de gouvernance de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense et de la SNCN pour relever les défis, y compris la mobilisation rapide de l'industrie et des chantiers navals;
- Maintenu une communication solide et cohérente avec les partenaires alliés, et une surveillance stratégique entre les programmes, afin d'assurer une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement;
- Continué de coordonner l'achat d'articles à long délai de livraison avant les grands projets de construction afin d'assurer la continuité des travaux et d'éviter les retards dans la chaîne d'approvisionnement;
- Poursuivi la mise en œuvre des principes de l'Initiative de soutien pour l'approvisionnement en matière de défense en fournissant aux professionnels de l'approvisionnement un soutien dans l'élaboration de solutions de soutien, y compris la mobilisation, la formation, les pratiques exemplaires et les outils, et dans la mesure du possible, en explorant les options pour que le soutien soit assuré au Canada par l'industrie canadienne;
- Poursuivi la mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines de la SNCN, en appuyant le gouvernement du Canada et l'industrie maritime dans leurs efforts pour acquérir une main-d'œuvre suffisante et qualifiée; et
- Soutenu la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie industrielle de défense en travaillant avec les principaux ministères participant à l'approvisionnement en matière de défense

afin de renforcer la souveraineté et la sécurité du Canada par la production nationale, la sécurité des chaînes d'approvisionnement et le contrôle de la propriété intellectuelle.

Gestion du changement

En 2025 à 2026, le ministère a cerné le risque que la collectivité de l'approvisionnement de SPAC ait du mal à s'adapter aux nouveaux processus, considérations et outils en raison de la rapidité, de l'ampleur et de la portée des changements en cours mis en œuvre. Pour atténuer les répercussions, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Publié des directives et des outils, et mobilisé les intervenants pour aider les professionnels de l'approvisionnement et les ministères clients à comprendre et à appliquer les mesures renforcées, y compris les nouvelles exigences en matière d'approbation, de documentation, d'évaluation de l'optimisation des ressources, de surveillance des fournisseurs et de rapports;
- Amélioré la formation des professionnels de l'approvisionnement, y compris la mise à jour des cours existants pour offrir des programmes complets et intégrés;
- Supervisé la mise à jour des principaux documents d'orientation et d'autres outils mis à la disposition des professionnels de l'approvisionnement, comme le Guide des approvisionnements, pour appuyer la transformation de programme en cours;
- Poursuivi la mise à jour des outils et des documents à l'appui de la SAE, y compris de la formation, un canal MS Teams, des scénarios libre-service et des guides de ressources, afin de les harmoniser avec les nouvelles politiques, lignes directrices et normes.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 4 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 4 : Ressources requises pour Achat de biens et de services

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	187 050 746 $	184 304 444 $
Équivalents temps plein	2 371	2 160

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC a continué d'intégrer les considérations liées à l'analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) pour appuyer ses initiatives et programmes clés en matière d'approvisionnement afin de faire avancer des possibilités d'approvisionnement inclusives et de refléter la diversité de la société canadienne. Le ministère a utilisé l'outil d'ACS Plus dans ses approvisionnements afin de s'assurer que le gouvernement achète des biens et des services auprès d'un éventail diversifié de fournisseurs.

Le ministère a poursuivi son travail de soutien ciblé et ses actions d'information auprès des groupes sous-représentés, par exemple les femmes propriétaires d'entreprises, afin de les aider à faire affaire avec le gouvernement du Canada. En 2025 à 2026, SPAC a organisé 622 événements ciblant les entreprises appartenant à des femmes, qui ont attiré 4 034 participants.

Pour tout savoir sur la méthode employée par SPAC pour appliquer l'approche ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le tableau de renseignements supplémentaires sur l'analyse comparative entre les sexes plus.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités de SPAC au titre de sa responsabilité essentielle Achat de biens et de services ont soutenu les efforts déployés par le Canada pour respecter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Au cours de l'exercice 2025 à 2026, parmi les diverses initiatives et programmes soutenant les ODD, SPAC a :

- Continué d'appuyer les achats écologiques comme moyen de réduire au minimum les répercussions sur l'environnement;
- S'est servi de son pouvoir d'achat pour faire accélérer la transition mondiale vers une économie circulaire carboneutre en demandant que les appels d'offres en construction comprennent des plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Initiatives qui ont contribué à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) suivants :

- Objectif 12 : Réduire les déchets et passer à des véhicules zéro émission.

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et la Stratégie fédérale de développement durable sa notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Achat de biens et de services est appuyée par le programme suivant :

- Programme des approvisionnements

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Achat de biens et de services sur la page Résultats dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités pangouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise de ses activités financières et administratives.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité.

Le tableau 5 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace au cours des trois derniers exercices.

Tableau 5 : Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits[8]	Au moins 99 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 99,99 % 2024 à 2025 : 99,99 % 2025 à 2026 : 99,99 %
Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables	Au moins 95 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 % 2025 à 2026 : 100 %
Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce, dans les délais prescrits	Au moins 95 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 98 % 2024 à 2025 : 98 % 2025 à 2026 : 98 %

Le tableau 6 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les cotisants aux régimes de pensions fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte au cours des trois derniers exercices.

Tableau 6 : Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais	Au moins 95 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 98 % 2024 à 2025 : 98 % 2025 à 2026 : 98 %

[8] Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

Le tableau 7 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux au cours des trois derniers exercices.

Tableau 7 : En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paye potentielles au Centre des services de la paye	Au plus 88 000 employés	Mars 2026	2023 à 2024 : 112 273 2024 à 2025 : 94 122 2025 à 2026 : 66 089
Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye	Au moins 65 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 75 % 2024 à 2025 : 79 % 2025 à 2026 : 81 %
Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre des services de paye, qui ont été traités selon les normes de services	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 84 % 2024 à 2025 : 82 % 2025 à 2026 : 83 %

Le tableau 8 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les Canadiens ont accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada au cours des trois derniers exercices.

Tableau 8 : Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes	Au moins 100 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 % 2025 à 2026 : 100 %

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts	Au moins 99 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 % 2025 à 2026 : 100 %

La section Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Paiements et comptabilité en 2025 à 2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Les responsabilités de SPAC concernant les paiements influent directement sur les particuliers et les entreprises au quotidien et assurent la sécurité financière de millions de Canadiens qui reçoivent des paiements de paye, de pension et de prestations sociales publiques.

Résultats obtenus

- Géré les opérations de trésorerie fédérales, maintenu les systèmes centraux de trésorerie du gouvernement et rendu compte de la situation financière du Canada, y compris les états financiers audités;
- Émis 404 millions de paiements totalisant 1 020 milliards de dollars au nom des ministères et organismes fédéraux;
- Géré des flux de trésorerie globaux de 4 292 milliards de dollars;
- Amélioré l'efficacité des paiements et de la perception des recettes en investissant dans des initiatives de modernisation, y compris l'adoption des normes de paiement ISO pour les virements télégraphiques nationaux et internationaux;
- Collaboré avec l'industrie canadienne des paiements pour évaluer l'état futur des paiements de détail au Canada et déployé des efforts visant à aider les ministères à détecter, à prévenir et à recouvrer les paiements frauduleux.

Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

En tant que l'un des plus importants administrateurs de régimes de pensions au Canada, au service de plus d'un million de participants actifs et retraités, SPAC s'est engagé à fournir des services de pension fiables et de grande qualité aux participants et à leurs familles afin de les aider à préparer leur retraite et à aborder cette nouvelle étape de leur vie.

Résultats obtenus

- Émis plus de 5,3 millions de paiements de pension d'une valeur de 17,3 milliards de dollars;
- Lancé le PIRA annoncé dans le budget de 2025, comprenant un nouvel outil de prise de rendez-vous et des améliorations au portail Ma pension GC afin de moderniser les services de pension et de réduire les temps d'attente pour les participants admissibles;
- Reçu une opinion non modifiée du Bureau du vérificateur général sur les états financiers du régime de pensions de retraite de la fonction publique pour la vingt-cinquième année consécutive, démontrant de solides pratiques d'assurance de la qualité et une gérance responsable;
- Déployé des efforts visant à améliorer la qualité, l'intégrité et l'harmonisation des données relatives à la paye et à la pension;
- Produit plus de 3,1 millions de produits de communication et les ont distribués aux participants actifs et retraités des régimes de pension.

En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

SPAC administre la paye et les avantages sociaux pour le compte du gouvernement du Canada, y compris les services fournis par le Centre des services de paye de la fonction publique à environ 250 000 fonctionnaires. Les activités en cours comprenaient le respect d'exigences législatives complexes (p. ex. la mise en œuvre des conventions collectives), le maintien de l'écosystème de technologie de l'information (TI) sur la paye, la protection de l'intégrité des données personnelles et financières, et la prestation de formation et d'information liées à la rémunération dans l'ensemble du gouvernement du Canada. La stabilisation du traitement de la paye et la garantie que les fonctionnaires sont payés avec exactitude et à temps, en collaboration avec les ministères, demeurent une priorité absolue.

En 2025-2026, SPAC a publié un Rapport de faisabilité confirmant la viabilité de la mise en œuvre de la solution Dayforce à l'échelle de l'organisation et a lancé le Projet de transformation des RH et de la paye, une initiative pluriannuelle visant à remplacer le système de paye Phénix et plus de 30 systèmes de RH par une solution moderne et intégrée de RH et de paye.

Résultats obtenus

- Traité plus de cas qu'on n'en a reçu (1,36 million de cas reçus par opposition à 1,46 million de cas traités), en raison de l'amélioration de la productivité, de l'automatisation, de l'intelligence artificielle et du traitement en lot;
- Réduit de 43 % le nombre de cas datant de plus d'un an, ce qui reflète des progrès constants tout au long de l'exercice;
- Fait progresser le Projet de transformation des RH et de la paye grâce à des activités de configuration, de mise à l'essai et de préparation organisationnelle du système, tout en renforçant les pratiques de gouvernance des données et de protection de la vie privée en établissant des cadres officiels et en mettant en œuvre des ententes d'échange de renseignements avec les organisations pilotes.

Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Le receveur général est un chef de file mondial en matière de pratiques exemplaires dans le domaine de la comptabilité gouvernementale.

Résultats obtenus

- Maintenu les systèmes de comptabilité centrale du gouvernement et assuré l'intégrité des comptes du Canada, tout en produisant les Comptes publics du Canada dans les délais prescrits;
- Collaboré avec le Bureau du contrôleur général et le ministère des Finances afin d'améliorer et de moderniser les Comptes publics du Canada;
- Obtenu une opinion non modifiée sur les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, pour la vingt-septième année consécutive.

Principaux risques

Livraison efficace

En 2025 à 2026, le ministère a cerné le risque que SPAC connaisse des retards dans la stabilisation complète de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada (y compris le traitement de la paye et le transfert de l'information à l'administrateur des pensions) en raison de l'augmentation soutenue des activités de RH et de paye pour les fonctionnaires, en plus de contraintes de capacité. Pour atténuer ce risque, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Fait des progrès significatifs en matière de gestion de la file d'attente, avec une réduction de l'inventaire de 40 % et de 91 % de la stratégie de réduction de l'arriéré de 2025 à 2026 achevée en juin 2026;

- Effectué des mises à jour clés du système, y compris l'inscription automatisée aux avantages sociaux et aux cotisations syndicales, et amélioré le recouvrement des pensions afin d'améliorer l'exactitude de la paye et de réduire les retards.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 9 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 9 : Ressources requises pour Paiements et comptabilité

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 109 124 404 $	976 191 026 $
Équivalents temps plein	6 315	5 883

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC a continué d'analyser les données en matière de paye en examinant la composition par âge, sexe et langue des employés connaissant un problème avec leur paye afin de guider la planification et les décisions futures pour améliorer les résultats du traitement de la paye pour divers groupes d'employés. De plus, SPAC a élaboré une stratégie d'ACS Plus afin d'assurer une approche cohérente et coordonnée à l'égard de l'ACS Plus dans l'ensemble de ses activités liées à la paye. Il s'agissait notamment d'analyser l'utilisation de nouveaux outils comme un assistant virtuel fondé sur l'IA et de finaliser la configuration de Dayforce afin d'améliorer les futurs rapports sur les répercussions sur le genre et la diversité.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Paiements et comptabilité est appuyée des programmes suivants :

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales

- Paiements et perception des recettes
- Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Paiements et comptabilité sur la page Résultats dans InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités pangouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- Domaine Saine gouvernance et indicateur de « Confiance à l'égard des institutions » grâce à la gérance des installations immobilières;
- Domaine Société et indicateurs « Sentiment de fierté à l'égard du Canada » et « Sentiment d'appartenance au Canada » par l'entremise d'activités qui contribuent à la modernisation et à la préservation du patrimoine, et qui améliorent l'accessibilité et l'inclusion, y compris dans la Cité parlementaire;
- Domaine Prospérité et indicateur « Besoins essentiels en matière de logement » par l'aliénation des biens excédentaires fédéraux pour créer des logements abordables;
- Domaine Environnement et indicateurs « Émissions de gaz à effet de serre » et « Gestion des déchets », dont l'objet est d'améliorer la durabilité, la résilience climatique et le programme écologique pour les infrastructures et biens immobiliers fédéraux.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructures.

Le tableau 10 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens un meilleur rapport qualité-prix au cours des trois derniers exercices.

Tableau 10 : Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	Au moins 50 %[9]	Mars 2026	2023 à 2024 : 55,9 % 2024 à 2025 : 53,1 % 2025 à 2026 : 54,7 %
Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	Au moins 35 %[10]	Mars 2026	2023 à 2024 : 42,3 % 2024 à 2025 : 41,9 % 2025 à 2026 : 45,1 %
Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont aménagés (modernisés) chaque année, afin de respecter les Normes d'aménagement en milieu de travail du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC	Au moins 2 %[11]	Mars 2026	2023 à 2024 : 2,53 % 2024 à 2025 : 3,53 % 2025 à 2026 : 2,05 %
Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget	Au moins 95 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 95 % 2024 à 2025 : 96 % 2025 à 2026 : 96 %

[9] La cible de l'indicateur a été mise à jour pour correspondre à la réaffectation des fonds et l'évolution des priorités.

[10] La cible de l'indicateur a été mise à jour pour correspondre à la réaffectation des fonds et l'évolution des priorités. SPAC entend toujours assurer la réhabilitation et la revitalisation des biens patrimoniaux de la Cité parlementaire, qui sont des lieux et des édifices d'importance nationale.

[11] La cible de l'indicateur a été mise à jour pour correspondre à la réaffectation des fonds et l'évolution des priorités.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles	Au moins 99 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 99,42 % 2024 à 2025 : 99,45 % 2025 à 2026 : 99,55 %
Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	Au plus 233,81 $ par m2[12]	Mars 2026	2023 à 2024 : 204,21 $ par m2 2024 à 2025 : 191,60 $ par m2 2025 à 2026 : 199,76 $ par m2

Le tableau 11 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada au cours des trois derniers exercices.

Tableau 11 : Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Score total d'accessibilité des immeubles appartenant à l'État et gérés par SPAC et des immeubles obtenus par bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association	S.O.[13]	Mars 2026	2023 à 2024 : 68 % 2024 à 2025 : S.O. 2025 à 2026 : S.O.[14]

[12] La cible de l'indicateur a été mise à jour pour correspondre à la base de référence la plus récente et à la lumière de variables économiques comme les taux d'inflation ayant une incidence sur les coûts de construction et la disponibilité des ressources.

[13] Aucune cible n'a été fixée pour cet indicateur, car le cycle d'évaluation technique en vertu de la Norme d'accessibilité 2018 du Groupe de l'Association canadienne de normalisation (CSA) s'est terminé en 2023 à 2024.

[14] Aucun résultat n'est disponible, car le cycle d'évaluation technique en vertu de la Norme d'accessibilité 2018 du Groupe Association canadienne de normalisation (CSA) s'est terminé en 2023-2024. SPAC s'engage à veiller à ce que les biens immobiliers fédéraux respectent les normes d'accessibilité et à renforcer l'accessibilité dans l'environnement bâti. De plus, le Ministère rend compte de l'accessibilité au moyen d'autres processus de production de rapports, notamment le Plan d'accessibilité 2026-2028 de SPAC et les rapports d'étape annuels sur l'accessibilité.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)			
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements	Au moins 63 %[15]	Mars 2026	2023 à 2024 : 61,3 % 2024 à 2025 : 59,6 % 2025 à 2026 : 60 %[16]

La section Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Biens et infrastructures en 2025 à 2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Optimiser le portefeuille de biens immobiliers fédéraux

SPAC a continué de faire progresser les initiatives visant à optimiser le portefeuille immobilier fédéral en soutenant la mise en œuvre des exigences évolutives du gouvernement du Canada en matière de présence sur les lieux de travail, y compris la Directive sur la présence prescrite au lieu de travail. Les efforts se sont concentrés sur l'optimisation de l'utilisation des biens existants, l'accélération de l'aliénation des biens excédentaires et la promotion du regroupement entre organisations fédérales. Les récents changements d'orientation concernant la présence au bureau pourraient avoir une incidence sur les cibles de réduction antérieures et le suivi futur.

Résultats obtenus

- Réalisé des économies de fonctionnement de 42,9 millions de dollars au sein du portefeuille immobilier fédéral;

[15] SPAC a déjà atteint l'objectif de la Stratégie fédérale de développement durable, soit 40 % d'ici 2030.

[16] En 2025 à 2026, SPAC a consommé moins d'électricité que l'exercice précédent, mais a rapporté des émissions d'électricité plus élevées par rapport à l'exercice précédent en raison de l'augmentation des émissions des réseaux d'électricité provinciaux et territoriaux.

- Aliéné 12 propriétés de SPAC, réduisant la superficie totale du ministère de 13 321 mètres carrés et générant des économies annuelles de 4,33 millions de dollars.

Ces résultats reflètent les efforts continus de SPAC pour optimiser les ressources immobilières et favoriser des environnements de travail plus souples et collaboratifs dans l'ensemble du gouvernement fédéral.

Faire avancer les travaux visant à réhabiliter et à raviver les lieux et les édifices d'importance nationale

Les édifices d'importance nationale comprennent les structures et les biens patrimoniaux qui servent la population canadienne. SPAC modernise ces installations pour répondre aux normes actuelles tout en préservant les caractéristiques historiques essentielles et en intégrant l'accessibilité et la durabilité environnementale. Ces efforts prolongent la durée de vie des biens immobiliers fédéraux, favorisent l'efficacité à long terme et la responsabilité financière, et génèrent des avantages économiques pour les Canadiens grâce à la création d'emplois dans les secteurs de la construction, de la fabrication et des services.

Résultats obtenus

- Fait progresser la réhabilitation progressive de l'édifice Lester-B.-Pearson, la tour B atteignant un taux d'achèvement de 95 % et atteignant tous les objectifs de conservation du patrimoine, et la tour C atteignant un taux d'achèvement de 40 %;
- Fait avancer la réhabilitation de l'Édifice commémoratif de l'Ouest en vue de son occupation à l'été 2026;
- Fait progresser la construction du complexe judiciaire fédéral de Montréal et achevé les travaux structuraux en décembre 2025;
- Réévalué les projets de réhabilitation de l'édifice Connaught et de l'édifice de la Cour suprême du Canada afin de tenir compte des objectifs de SPAC, en mettant davantage l'accent sur un programme sur dix ans visant à traiter les composantes essentielles de l'immeuble de base et à maintenir l'état des biens.

Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques et améliorer les passages interprovinciaux dans la région de la capitale nationale

SPAC a continué de protéger et de moderniser ses ouvrages techniques et de faire progresser l'amélioration des principaux passages interprovinciaux dans la région de la capitale nationale (RCN). En 2025 à 2026, le ministère a réalisé des progrès dans la mise à niveau de l'infrastructure énergétique de quartier, l'entretien des ponts et l'avancement de la planification et de l'approvisionnement des grands projets de remplacement des ponts. Ces efforts soutiennent l'intégrité, la sécurité, la fiabilité et la durabilité à long terme des ouvrages techniques fédéraux et des liens interprovinciaux, tout en soutenant les liaisons de transport dans la RCN et partout au Canada.

Résultats obtenus

- Achevé à 92 % le projet de modernisation des services énergétiques dans le cadre du Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE), ce qui a permis d'achever en grande partie les centres énergétiques du pré Tunney et la modernisation des Buttes de la Confédération;
- Fait progresser la construction du centre énergétique de Gatineau pour soutenir la modernisation et la réduction des émissions du système énergétique de quartier fédéral desservant les bâtiments raccordés dans la RCN, y compris le Parlement;
- Assuré la navigation maritime et la circulation automobile au pont-jetée LaSalle grâce à des levées de pont modulaire, tout en faisant progresser la planification rapide du remplacement de l'ancien pont basculant et de l'infrastructure connexe;
- Fait des progrès dans les phases initiales de l'approvisionnement et lancé une demande de qualification pour la conception et la construction d'un barrage Témiscamingue de remplacement;
- Fait progresser les activités d'approvisionnement, de planification et d'obtention de permis pour le remplacement du pont Alexandra et les améliorations prévues à la traverse des Chaudières et au pont Macdonald-Cartier;
- Fait progresser la planification préliminaire d'un nouveau pont interprovincial à l'est dans la RCN, y compris l'élaboration de concepts initiaux pour faire progresser le processus d'évaluation d'impact, soutenue par une consultation continue des collectivités, partenaires et intervenants autochtones.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

SPAC a continué de faire avancer la vision et le plan à long terme (VPLT) pour la Cité parlementaire. En 2025-2026, le ministère a terminé une mise à jour du plan, qui a reçu l'approbation du Parlement. Le plan mis à jour établit un cadre souple s'étalant sur plusieurs décennies pour transformer la Cité en un complexe parlementaire moderne, intégré et sécurisé.

SPAC a également continué de faire progresser la restauration et la modernisation de l'édifice du Centre et du Centre d'accueil du Parlement. Parallèlement, le ministère a fait progresser la réhabilitation et la modernisation de l'îlot 2 afin de transformer les édifices patrimoniaux obsolètes sur le plan fonctionnel en installations modernes, durables et accessibles pour le Parlement.

Résultats obtenus

- Achevé la conception de l'édifice du Centre, du Centre d'accueil du Parlement et du paysage environnant;
- Réalisé des progrès substantiels dans les activités de construction des travaux structurels, les préparatifs pour la reconstruction des étages supérieurs et l'excavation du sous-sol, tout en faisant progresser de manière significative la reconstruction structurelle du Centre d'accueil du Parlement;

- Achevé la conception schématique de l'îlot 2 et lancé la conception détaillée, tout en faisant progresser la construction de l'îlot 2, y compris la mobilisation des chantiers, l'achèvement de la démolition intérieure et de l'élimination du côté est, et le lancement des travaux de conservation de la façade;
- Priorisé des matériaux et de l'expertise d'origine canadienne pour le projet de réhabilitation de l'édifice du Centre, plus de 95 % des entreprises participantes étant canadiennes et représentant huit provinces.

Stratégie Laboratoires Canada

SPAC a continué de moderniser l'infrastructure scientifique fédérale afin de mieux soutenir les programmes de recherche et de réglementation dans le cadre de la stratégie de Laboratoires Canada. Grâce à la planification et à la mise en place d'installations sécuritaires, durables, accessibles et équipées numériquement, Laboratoires Canada crée des espaces de collaboration qui améliorent la façon dont les scientifiques fédéraux travaillent. Ces investissements renforcent la science fédérale, soutiennent l'innovation et remplacent les laboratoires vieillissants par des infrastructures modernes à la fine pointe de la technologie.

Résultats obtenus

- Fait progresser les travaux de construction préparatoire de la principale installation de la Science réglementaire et Sciences pour la sécurité (SRSS) dans la RCN, ce qui permettra de réaliser des travaux pour renforcer les frontières, protéger notre chaîne d'approvisionnement alimentaire et améliorer la préparation aux situations d'urgence;
- Ouvert le Centre pour la protection des végétaux relevant de SRSS à North Saanich, en Colombie-Britannique, une installation modernisée qui fournit des tests rapides pour les maladies réglementées des plantes;
- Lancé les travaux de construction préparatoire de l'installation des Sciences de la sécurité et des technologies des transports (SSTT) dans la RCN afin de soutenir la recherche et les essais dans les domaines maritime, ferroviaire, des pipelines, de l'aviation et de la sécurité routière;
- Fait avancer l'installation de TerraCanada dans la RCN à l'étape finale de la conception détaillée, soutenant le développement durable des terrains et des ressources naturelles du Canada, y compris les minéraux critiques;
- Achevé les travaux de construction jusqu'au quatrième étage au Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique à Moncton, au Nouveau-Brunswick, à l'appui des programmes visant à protéger et à maintenir les écosystèmes d'eau douce et côtiers de l'Atlantique;
- Fait avancer l'approvisionnement en services de conception et de construction pour le groupe des Sciences du patrimoine culturel, qui permettront l'innovation dans la conservation des objets et des espaces historiques et culturels du Canada;
- Fait progresser les activités de planification et de conception du projet TerraCanada Québec visant à renforcer la collaboration fédérale-universitaire en géosciences de

l'environnement, à l'appui du développement durable des eaux souterraines, des terres et des ressources.

Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Promouvoir la durabilité et le programme écologique

SPAC a fait progresser ses priorités en matière de durabilité et a appuyé les objectifs environnementaux fédéraux. Le ministère a également continué de faire progresser les initiatives de durabilité et de résilience climatique au sein de la Cité parlementaire.

Résultats obtenus

- Mis à jour la trousse de gestion des déchets de construction, de rénovation et de démolition afin d'améliorer la planification et la production de rapports, de soutenir la Stratégie pour un gouvernement vert et les exigences du Registre fédéral des plastiques, et de déterminer des approches rentables pour réduire et réacheminer les déchets de déclassement des bureaux, en particulier les plastiques;
- Élargi le Programme de mobilisation des occupants à 86 immeubles et mis en place de programmes de compostage à sept autres sites, ce qui a permis d'améliorer le tri des déchets, de réduire la contamination et d'accroître le réacheminement des déchets organiques;
- Réalisé 28 vérifications des déchets afin d'appuyer les rapports fédéraux, d'éclairer les estimations à l'échelle du portefeuille et de mieux comprendre la composition du plastique;
- Obtenu la certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) relative au fonctionnement et à l'entretien de l'édifice Wellington (or), de l'édifice de l'Ouest (argent) et de l'édifice de la Bravoure (argent);
- Fait avancer les plans visant à étendre l'infrastructure de recharge des véhicules électriques et soutenu la mise à l'essai des véhicules électriques du parc avec la Chambre des communes et le Service de protection parlementaire;
- Remis en service le 181, rue Queen, générant des économies d'énergie annuelles de 69 000 $ et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 167 tonnes d'équivalent de dioxyde de carbone (CO2e);
- Assuré le passage de huit bâtiments supplémentaires à des systèmes d'eau chaude à basse température dans le cadre du Programme d'acquisition de services énergétiques, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des systèmes de chauffage plus polluants.

Amélioration de l’accessibilité des immeubles fédéraux

SPAC a continué de faire avancer l’Initiative sur l’accessibilité de l’environnement bâti du gouvernement, en veillant à ce que les biens immobiliers répondent aux normes d’accessibilité et à ce que les nouveaux projets intègrent les plus récentes pratiques exemplaires et les nouvelles normes.

Résultats obtenus

- Continué de moderniser les politiques et les orientations pour favoriser un environnement bâti sans obstacle, en s’alignant sur les normes du SCT et en permettant aux équipes de projet de répondre aux exigences en matière d’accessibilité;
- Fait progresser la stratégie de SPAC visant à ajouter des toilettes universelles (c.-à-d. accessibles à tous les utilisateurs, y compris les personnes en situation de handicap) dans les nouveaux bâtiments, ainsi qu’à procéder à des réfections et à des rénovations majeures de ses bâtiments appartenant à l’État, atteignant 83 % de l’inventaire national de biens appartenant à l’État de SPAC maintenant doté d’au moins une toilette universelle;
- Continué d’intégrer les principales exigences et pratiques exemplaires en matière d’accessibilité à la planification, à la conception et à la réalisation de projets immobiliers, comme le renouvellement du milieu de travail de Place du Portage III, l’édifice Lester-B.-Pearson et le Centre d’entreprise des sciences de l’Atlantique (p. ex. orientation tactile, signalisation en braille, conception à contraste élevé, toilettes accessibles, mécanismes d’ouverture de portes automatiques, voies d’accès sans obstacle et systèmes de communication d’urgence accessibles);
- Fait progresser la conception de laboratoires accessibles et inclusifs par l’intermédiaire de Laboratoires Canada en collaborant avec Normes d’accessibilité Canada, en intégrant des examens de l’accessibilité tout au long de l’élaboration du projet et en intégrant des caractéristiques qui soutiennent la neurodiversité, notamment un éclairage réglable, des traitements acoustiques, des postes de travail accessibles et des espaces de laboratoire flexibles;
- Fait avancer la stratégie et le plan d’action pour l’accessibilité universelle de la Cité parlementaire grâce à la réalisation de vérifications de l’accessibilité, à la mise à jour des lignes directrices sur la signalisation intérieure et à l’intégration d’améliorations de l’accessibilité dans les grands projets de réhabilitation.

Soutien aux efforts de réconciliation

SPAC a continué de faire progresser la réconciliation en renforçant les relations respectueuses et l’engagement significatif avec les peuples autochtones, et en élargissant leurs possibilités de participer aux marchés publics fédéraux.

Résultats obtenus

- Poursuivi l'avancement de l'inclusion des Autochtones dans le milieu de travail fédéral, y compris l'ouverture d'un nouvel immeuble fédéral à Shawinigan, au Québec, qui intègre la culture atikamekw par le biais d'éléments de conception et d'œuvres d'art;
- Fait progresser le plan de participation des Autochtones du projet Lester-B.-Pearson pour la tour C, en intégrant des incitatifs dans les contrats de construction;
- Attribué près de 140 millions de dollars en contrats à des entreprises autochtones, notamment dans les domaines de la construction, des biens et des services;
- Consulté les collectivités des Premières Nations locales afin d'élaborer des ententes-cadres pour les projets de remplacement du barrage Témiscamingue (Québec), de réparation du pont Alexandra et du pont de l'Est;
- Fait progresser les approches novatrices en matière d'approvisionnement, en ouvrant les appels d'offres directement aux entreprises autochtones pour le projet d'atténuation de l'érosion de la rivière Liard le long de la route de l'Alaska;
- Confirmé une reconnaissance territoriale permanente dans l'aménagement paysager de l'édifice du Centre;
- Obtenu le soutien de la Nation algonquine Anishinàbe pour inclure l'artefact Mòkomàn dans le Centre d'accueil du Parlement.

Principaux risques

Biens compromis

En 2025 à 2026, le ministère a cerné un risque que l'intégrité, la sécurité et l'accessibilité des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC soient compromises par les changements climatiques, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures et les insuffisances de la conception originale, ainsi que par des actions liées à l'activité humaine. Pour atténuer ce risque, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Poursuivi l'instauration des mesures prévues par le Plan d'adaptation aux changements climatiques de la Cité parlementaire, telles que l'adaptation aux étés plus chauds des systèmes de refroidissement et de ventilation et l'amélioration des systèmes de drainage en prévision des cas plus fréquents de pluie intense;
- Poursuivi la réalisation de projets visant à préserver les immeubles, à prévenir ou à réduire la détérioration en cours, à répondre aux besoins urgents en matière de réparations, à résoudre les problèmes de santé et de sécurité et à réduire au minimum le coût et la complexité des travaux futurs.
- Mis en œuvre l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement en mettant à jour le programme d'évaluation de l'accessibilité technique afin de fournir des évaluations cohérentes de l'accessibilité technique pour les biens appartenant à l'État;

- Conçu des projets de réhabilitation et de nouvelles constructions de manière à ce qu'ils soient prêts pour la carboneutralité et à intégrer la résilience climatique, conformément à la Stratégie pour un gouvernement vert;
- Élaboré une stratégie d'achat propre alignée sur l'orientation du gouvernement du Canada visant à prioriser l'utilisation de produits à faible teneur en carbone fabriqués au Canada pour les projets d'infrastructure canadiens; et
- Avancé les travaux visant à réduire les déchets opérationnels et de plastiques non dangereux.

Approvisionnement et livraison

En 2025 à 2026, le ministère a cerné le risque que l'exécution efficace et efficiente des principales initiatives de SPAC soit entravée en raison de la nature des travaux complexes et à grande échelle (échelle du projet, complexité, dépendances des partenaires et évolution des exigences en matière de sécurité) ainsi que des événements mondiaux (inflation, retards d'approvisionnement et limites de la capacité de l'industrie). Pour atténuer ce risque, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Recouru à des modèles de gouvernance établis afin de permettre aux principaux intervenants concernés de prendre des décisions importantes et de fixer des protocoles de communication pour tous les intervenants concernés;
- Continué de mobiliser l'industrie dès le début du processus d'approvisionnement pour lui permettre de mieux connaître les projets, de sorte qu'elle puisse planifier efficacement et développer les capacités nécessaires en vue d'obtenir des contrats;
- Poursuivi la mise en œuvre du cadre de planification et de fonctionnement du portefeuille scientifique en améliorant la planification et l'analyse des coûts, tout en explorant des moyens de financer et de maintenir les programmes et les services scientifiques à long terme;
- Mis en œuvre des plans de participation des Autochtones obligatoires dans le cadre des exigences contractuelles pour tous les grands projets afin de soutenir l'attribution d'au moins 5 % de la valeur des marchés à des entreprises détenues ou dirigées par des Autochtones;
- Structuré, financé et accéléré la modernisation du programme d'aménagement afin de concrétiser la vision du Milieu de travail GC et d'optimiser le portefeuille immobilier;
- Collaboré avec la collectivité de gestion de projet de SPAC pour examiner, améliorer et normaliser le programme de gestion de projet et les niveaux de compétence dans l'ensemble des directions générales et affecter des ressources en fonction de l'expérience et de l'expertise;
- Renforcé la capacité nationale en mettant en œuvre des stratégies novatrices en matière de main-d'œuvre pour recruter et maintenir en poste des experts qualifiés et assurer une gestion cohérente et intégrée des ressources.

- Amélioré l'état de préparation et la prévisibilité de l'approvisionnement en évaluant la capacité de production canadienne, en communiquant les besoins anticipés dès le début de la conception et en déterminant à l'avance les contraintes potentielles en matière d'approvisionnement;
- Pris des mesures proactives pour s'approvisionner en acier canadien dans le cadre de projets d'infrastructure;
- Appliqué des exceptions de conformité aux politiques (capacité, disponibilité, meilleur rapport qualité-prix et qualité) lorsque les matériaux canadiens ne pouvaient pas répondre aux normes de volume, de rendement ou de sécurité requises, en veillant à ce que les décisions soient bien documentées et transparentes;
- Précisé les obligations en matière de rapports, les normes de preuve et les attentes en matière de conformité directement dans les documents d'appel d'offres afin d'assurer la transparence et de réduire l'ambiguïté pour les fournisseurs et les équipes de projet.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 12 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 12 : Ressources requises pour Biens et infrastructure

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	5 384 718 661 $	4 416 955 691 $
Équivalents temps plein	4 672	4 589

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2025 à 2026, SPAC a continué d'appliquer les considérations de l'ACS Plus dans toutes ses initiatives en matière de biens immobiliers et d'infrastructure afin de s'assurer que les investissements immobiliers fédéraux soutiennent des milieux de travail inclusifs, accessibles et équitables, favorisent la participation des Autochtones et répondent aux divers besoins des Canadiens.

Les principaux résultats obtenus comprennent l'amélioration de l'accessibilité dans les immeubles et les projets fédéraux grâce à des normes de conception inclusives, à des évaluations techniques et à la mobilisation des utilisateurs. Des stratégies et des plans d'action en matière d'accessibilité ont été élaborés pour les principales installations fédérales.

SPAC a également soutenu la réconciliation en intégrant des considérations culturelles autochtones dans les projets et en augmentant la participation des Autochtones aux initiatives d'approvisionnement et d'infrastructure.

Le ministère a mobilisé divers intervenants, y compris les employés et les collectivités, afin de s'assurer que l'infrastructure fédérale est sûre, inclusive et répond aux besoins de tous les utilisateurs.

SPAC a intégré des objectifs d'approvisionnement social dans les nouveaux contrats de services immobiliers pour les bâtiments. SPAC a également continué d'intégrer les considérations relatives à l'ACS Plus dans la VPLT pour la Cité parlementaire. Ce travail a été éclairé par les recommandations des évaluations de l'ACS Plus réalisées pour la réhabilitation de l'édifice du Centre et la mise à jour de la VPLT, qui continuent d'éclairer la planification, la conception et la prise de décisions des projets en vue de mettre en place un complexe parlementaire moderne, intégré, sécurisé et accessible à tous.

Ces efforts démontrent l'engagement de SPAC à appliquer l'ACS Plus dans la planification, la conception et la réalisation de biens et d'infrastructures fédéraux, afin de s'assurer que les investissements gouvernementaux répondent aux besoins de divers Canadiens, soutiennent la réconciliation et favorisent des milieux de travail et des espaces publics inclusifs, accessibles et adaptés à la culture.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités de SPAC relevant de sa responsabilité essentielle 3 : biens et des infrastructures ont appuyé les efforts du Canada dans sa réponse au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. En 2025 à 2026, parmi les diverses initiatives et programmes soutenant les ODD, le ministère a :

- Poursuivi les efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des immeubles fédéraux et à accroître l'utilisation d'électricité propre dans le cadre de ses activités;
- Amélioré le rendement énergétique et la durabilité des immeubles fédéraux grâce à des améliorations de l'efficacité énergétique et à des projets d'infrastructure à faibles émissions de carbone;

- Favorisé une consommation responsable en renforçant les pratiques de réduction des déchets et de réacheminement du plastique dans les milieux de travail fédéraux;
- Continué les travaux d'assainissement des sites contaminés afin de réduire les risques environnementaux et d'aider à protéger les écosystèmes et la santé humaine.

Ces initiatives ont contribué à la réalisation des ODD suivants :

- Objectif 7 : Accroître l'accès des Canadiens à une énergie propre;
- Objectif 12 : Réduire les déchets et passer à des véhicules zéro émission;
- Objectif 13 : Prendre des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs impacts;

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans sa Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Biens et infrastructure est appuyée des programmes suivants :

- Locaux fédéraux et infrastructure
- Services immobiliers et infrastructure
- Colline du Parlement et ses environs
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion du portefeuille

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Biens et infrastructure la page Résultats dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités pangouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- Domaine Saine gouvernance et indicateur de « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise des services communs et du soutien que SPAC fournit aux organisations fédérales;
- Domaine Société et indicateurs « Langues autochtones » et « Connaissance des langues officielles » grâce aux activités menées par le Bureau de la traduction.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement.

Le tableau 13 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité au cours des trois derniers exercices.

Tableau 13 : Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur	Au moins 85 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 91 % 2024 à 2025 : 96,4 % 2025 à 2026 : 97 %
Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction	Au moins 90 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 87,4 % 2024 à 2026 : 87 % 2025 à 2026 : 90 %

Le tableau 14 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié au Gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée a au cours des trois derniers exercices.

Tableau 14 : Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures (deux heures en cas d'urgence)	Au moins 90 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 99 % 2024 à 2025 : 99 % 2025 à 2026 : 99,5 %
Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-traitants devant avoir accès à des renseignements protégés	Au moins 85 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 94 % 2024 à 2025 : 96 % 2025 à 2026 : 95 %

Le tableau 15 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens au cours des trois derniers exercices.

Tableau 15 : Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC	Au moins 75 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 68 % 2024 à 2025 : 78 % 2025 à 2026 : 83 %
Pourcentage des normes de service de SPAC respectées	Au moins 80 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 77 % 2024 à 2025 : 73 % 2025 à 2026 : 85 %

La section Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement au Soutien à l'échelle du gouvernement en 2025 à 2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Par l'entremise du Bureau de la traduction, SPAC a continué de moderniser ses outils et ses services afin de fournir des services linguistiques efficaces et de haute qualité, aidant ainsi le gouvernement et le Parlement à servir les Canadiens dans la langue officielle de leur choix.

Résultats obtenus

- Traité plus de 1 000 demandes terminologiques ponctuelles de clients et de partenaires;
- Créé plus de 2 700 fiches et mis à jour 9 700 fiches dans TERMIUM Plus®, la banque de données terminologiques du gouvernement du Canada;
- Lancé GCtraduction dans sept ministères, donnant accès à un outil de traduction sécurisé alimenté par l'IA, avec l'intégration d'autres organisations prévue pour 2026 à 2027;
- Collaboré avec des partenaires clés pour accroître la capacité d'interprétation dans les deux langues officielles et maintenir la capacité dans les langues autochtones, tout en assurant la santé et la sécurité des interprètes.

Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Le ministère a continué de renforcer son approche visant à mieux connaître les partenaires d'affaires du gouvernement du Canada et de mettre en œuvre les mesures appropriées pour atténuer les risques potentiels qu'ils pourraient présenter. SPAC a renforcé l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en déterminant et en mettant en œuvre des mesures pour atténuer les risques associés aux fournisseurs préoccupants tout en améliorant la sensibilisation et la transparence grâce à son rapport annuel sur la Lutte contre l'inconduite et les actes répréhensibles.

Résultats obtenus

- Par l'entremise du registraire d'inadmissibilité et de suspension, pris 17 mesures administratives en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* pangouvernementale, dont cinq activités liées à la suspension et 12 décisions d'inadmissibilité;
- Amélioré la mise en œuvre de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* et renforcé les processus de renvoi pour les partenaires fédéraux afin qu'ils soumettent les cas fondés d'inconduite des fournisseurs au Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs aux fins d'évaluation;
- Continué de promouvoir des moyens d'atténuer le risque posé par les cas de fraude et d'inconduite, notamment par le recouvrement des fonds associés aux paiements illégitimes;
- Introduit des exigences obligatoires en matière de cybersécurité axées sur les risques pour les fournisseurs de la défense afin de faire face aux menaces émergentes qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement de la défense;
- Renforcé la surveillance du Programme des marchandises contrôlées grâce à des améliorations ciblées des processus favorisant la prise de décisions d'inscription en temps opportun, à un engagement accru avec les demandeurs de l'industrie et les partenaires en matière de sécurité, et à une harmonisation continue avec l'évolution des risques et des menaces, améliorant la réactivité du programme tout en maintenant des mesures de protection solides pour les biens sensibles et stratégiques liés à la défense;
- Amélioré les processus d'enquête de sécurité sur les personnes et les organisations dans le cadre du Programme de sécurité des contrats, en améliorant l'efficacité et en répondant aux exigences accrues liées aux efforts de restructuration de la défense; et
- Conclu quatre accords généraux de sécurité de l'information avec des partenaires internationaux et poursuivi des négociations visant 11 autres accords dans le but de renforcer le partage international de renseignements et les mesures de protection.

Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

SPAC a continué de se concentrer sur des initiatives stratégiques pour aider les organisations fédérales à obtenir les services et les outils essentiels dont elles ont besoin.

Résultats obtenus

- Amélioré les services et les solutions à l'échelle du gouvernement en élargissant les environnements infonuagiques, en augmentant la capacité de traitement de l'information et en intégrant des outils modernes pour soutenir l'exécution des programmes dans l'ensemble du ministère et du gouvernement du Canada, conformément à l'Ambition numérique du Canada;
- Accéléré la modernisation de l'infrastructure de TI existante afin d'assurer la fiabilité et la sécurité des activités opérationnelles du ministère;
- Fait progresser la mise en œuvre de solutions d'entreprise afin de mieux harmoniser les flux de travail et les processus, permettant une prestation de services plus efficace et efficiente;
- Soutenu le Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut en développant le système numérique de gestion des cas pour recevoir les déclarations, traiter les réclamations et émettre des indemnisations;
- Poursuivi la mise en œuvre de ServiceSPAC, la solution de gestion intégrée des services de l'organisation, qui appuie les outils de RH à l'échelle du gouvernement du Canada, comme la déclaration obligatoire de conflit d'intérêts des employés;
- Amélioré la satisfaction globale des clients à l'égard des services de SPAC pour la troisième année consécutive, 83 % des clients du gouvernement du Canada sélectionnés au hasard ayant indiqué qu'ils étaient satisfaits.

Principaux risques

Risque pour la prestation efficace des services et des outils aux organisations fédérales

En 2025 à 2026, le ministère a cerné le risque que la prestation par SPAC de ses programmes de soutien à l'échelle du gouvernement soit entravée en raison d'un manque de ressources qualifiées et de capacités, de systèmes et d'applications vieillissants, d'interdépendances avec les intervenants internes et externes, d'un financement limité et de menaces externes au gouvernement. Pour atténuer ce risque, SPAC a notamment pris les mesures suivantes en 2025 à 2026 :

- Continué d'explorer les options de recrutement, de tirer parti des ressources ministérielles actuelles et de promouvoir le leadership et la planification de la relève afin de maintenir

une capacité adéquate pour la continuité et la prestation efficace des services aux clients de SPAC;
- Investi dans la formation et le perfectionnement du personnel ainsi que dans les outils de TI afin d'améliorer la rapidité et la qualité du travail pour les clients;
- Continué d'élaborer des sources d'information pour permettre une prise de décisions précises, cohérentes et opportunes, en diffusant l'information appropriée et cerner les lacunes et les possibilités potentielles en matière d'information.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 16 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 16 : Ressources requises pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	192 421 726 $	191 672 453 $
Équivalents temps plein	2 567	2 456

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC améliore continuellement ses méthodes de collecte de données et continuera de cerner de nouvelles possibilités afin d'étayer et d'évaluer l'incidence des modifications de programmes. Par l'entremise du Bureau de la traduction, le ministère a continué d'appuyer l'accessibilité et l'inclusion dans les communications gouvernementales en offrant des services en langues officielles, en langues des signes, en langues autochtones et en langues étrangères. Le Bureau a continué de faire progresser la réconciliation en entretenant des relations avec des fournisseurs autochtones et en établissant des partenariats avec des organisations autochtones, les progrès réalisés étant suivis dans le cadre de son plan d'action pour la réconciliation. Ces initiatives ont contribué à promouvoir un accès équitable à l'information pour tous les Canadiens, y compris l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes sourdes, sourdes et aveugles et devenues sourdes, favorisant ainsi l'équité et la participation à l'échelle du gouvernement.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement est appuyée des programmes suivants :

- Services linguistiques
- Services d'information
- Services organisationnels pangouvernementaux
- Services d'imagerie documentaire
- Aliénation des biens
- Gestion des services
- Office des normes générales du Canada
- Services de sécurité et de surveillance

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes sur la page Résultats dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Principaux risques
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités pangouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

Le Bureau de l'omdud de l'approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle soutient directement le domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, les indicateurs « Confiance à l'égard des institutions » et « Confiance en l'accès à un système de justice juste et équitable (civil) » par ses activités.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement.

Le tableau 17 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements au cours des trois derniers exercices.

Tableau 17 : Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre d'activités de sensibilisation tenues chaque	Au moins 48	Mars 2026	2023 à 2024 : 107

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d'autres intervenants			2024 à 2025 : 92 2025 à 2026 : 121
Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation	Au moins 6	Mars 2026	2023 à 2024 : 13 2024 à 2025 : 13 2025 à 2026 : 13
Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre	Au moins 5 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 199,8 % 2024 à 2025 : -8,86 % 2025 à 2026 : 3,19 %[17]
Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre	Au moins 10 %	Mars 2026	2023 à 2024 : -97,5 % 2024 à 2025 : 16,67 % 2025 à 2026 : 980 %[18]

Le tableau 18 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends au cours des trois derniers exercices.

Tableau 18 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des	Au moins 75 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 0 %

[17] Le trafic sur le site Web a augmenté de 3,19 % en 2025 à 2026, ce qui témoigne d'une stabilisation continue après d'importantes fluctuations au cours des années précédentes. L'indicateur ne mesure que les visites de la page d'accueil et ne saisit pas le trafic vers les rapports, les publications et d'autres contenus accessibles directement au moyen de liens vers un contenu précis, ce qui pourrait entraîner une sous-estimation de l'engagement global.

[18] L'augmentation significative du nombre total de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias numériques du BOA est attribuable à des efforts de sensibilisation ciblés. De 2024-2025 à 2025-2026, le nombre d'impressions est passé de 72 204 à 783 759, tandis que le nombre de nouveaux abonnés est passé de 451 à 634.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
différends donnant lieu à une entente de règlement convenue par les deux parties			2024 à 2025 : 11 % 2025 à 2026 : 50 %[19]

Le tableau 19 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales au cours des trois derniers exercices.

Tableau 19 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives	100 %	Mars 2026	2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 % 2025 à 2026 : 100 %
Pourcentage des recommandations faites par l'omdud pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures	100 %	Mars 2026	2023 à 2024 100 % 2024 à 2025 100 % 2025 à 2026 : 100 %

La section Résultats de l'Infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement l'omdud de l'approvisionnement en 2025 à 2026 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

[19] En 2025 à 2026, le BOA a reçu 15 demandes de RED. 2 des 15 demandes ont abouti en RED, dont : 1 a été réglée formellement et a donné lieu à une entente de règlement alors que l'autre n'a pas abouti à un accord de règlement; 7 ont été résolues à l'amiable avec l'appui du BOA, puis retirées; 3 invitations à participer ont été déclinées par les ministères; et 3 sont toujours en cours et feront l'objet d'un rapport au cours du prochain exercice.

Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements

Le BOA a effectué des recherches et produit des rapports sur des sujets d'approvisionnement susceptibles d'intéresser les fournisseurs canadiens et les ministères fédéraux afin de renforcer la compréhension des problèmes systémiques en matière d'approvisionnement et de soutenir les améliorations à l'échelle du système d'approvisionnement fédéral. Ensemble, ces études ont fourni des analyses et des idées pratiques pour soutenir des pratiques d'approvisionnement plus équitables, plus ouvertes et plus efficaces.

Résultats obtenus

- Réalisation et publication de cinq études de recherche : Demandes de propositions avec négociations; Meilleur rapport qualité-prix en approvisionnement; Administration des contrats de construction; Analyse des causes profondes du manque de concurrence dans l'approvisionnement fédéral; et L'heure est aux solutions : les cinq principaux changements fondamentaux nécessaires dans l'approvisionnement fédéral;
- Lancé une étude de recherche approfondie sur le système d'approvisionnement en matière de défense du Canada pour les grands projets, en examinant les principaux processus, défis et considérations émergents liés à l'évolution du paysage de l'approvisionnement, dont la publication est prévue pour le début de 2026 à 2027;
- Tenu des ateliers et des activités d'apprentissage pour combler les lacunes en matière de formation pratique pour les praticiens de l'approvisionnement fédéral en partageant les leçons tirées des examens de l'approvisionnement et des études de cas de plaintes, contribuant ainsi à améliorer le partage des connaissances;
- Organisé 121 événements de sensibilisation partout au Canada, à la fois virtuellement et en personne, mobilisant les fournisseurs, les ministères fédéraux et d'autres intervenants, faisant mieux connaître les services du BOA et encourageant un dialogue ouvert sur les questions d'approvisionnement.

Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Le BOA a aidé les fournisseurs et les ministères fédéraux à résoudre les problèmes liés à l'approvisionnement de manière informelle dans la mesure du possible et a proposé des services officiels de règlement extrajudiciaire des différends (RED) lorsque les deux parties à un contrat fédéral le demandaient et l'acceptaient. En 2025 à 2025, le BOA a reçu un total de 15 demandes de services de RED.

Résultats obtenus

- Facilité la résolution informelle des enjeux liés à l'approvisionnement en rétablissant la communication entre les fournisseurs et les ministères, avec l'appui des médiateurs agréés du BOA;

- Fourni des services de médiation officiels pour aider les parties à conclure des ententes de règlement mutuellement acceptables et éviter les litiges potentiels lorsque les enjeux ne pouvaient être résolus à l'amiable;
- Appuyé un règlement rapide et rentable des différends tout en favorisant l'équité et la responsabilisation dans les marchés publics fédéraux.

Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Lorsqu'une plainte est déposée auprès de l'ombud de l'approvisionnement et qu'elle répond aux critères énoncés dans le *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement*, ce dernier est tenu d'ouvrir une enquête et de formuler des conclusions, ainsi que des recommandations, y compris celles concernant le versement des indemnités, dans un délai de 120 jours ouvrables. Le BOA donne également suite à toutes les recommandations relatives aux indemnités 60 jours plus tard afin d'évaluer si le plaignant a été payé par l'organisation fédérale concernée. Cette fonction d'examen s'inscrit dans le mandat plus large du BOA visant à favoriser l'équité, l'ouverture et la transparence de l'approvisionnement fédéral.

Résultats obtenus

- Géré 851 cas liés à l'approvisionnement, pour un total de 1 272 problèmes, tout en veillant à ce que les demandeurs reçoivent une aide utile en temps opportun;
- Reçu 101 plaintes officielles et réalisé six examens dans les délais prescrits par la loi;
- Achevé un examen majeur des pratiques d'approvisionnement des contrats attribués à des entreprises autochtones.

Principaux risques

Pour s'acquitter de son mandat, le BOA continuera de surveiller et de gérer les principaux risques organisationnels, notamment :

Capacité des ressources

La capacité du BOA à s'acquitter efficacement de son mandat pourrait être affectée par des ressources financières et humaines limitées par rapport à la demande croissante pour ses services. Par conséquent, le BOA fait face à des défis constants en ce qui concerne le maintien des niveaux de service, la gestion de la charge de travail croissante et la réalisation des priorités stratégiques. Pour atténuer ce risque, le BOA poursuivra ses efforts pour obtenir des fonds supplémentaires tout en optimisant l'utilisation efficace des ressources disponibles.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 20 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 20 : Ressources requises pour Ombud de l'approvisionnement

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	4 534 537 $	5 451 275 $
Équivalents temps plein	34	34

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

Le BOA a continué de faire progresser les considérations relatives à la diversité, à l'inclusion et à l'accessibilité dans ses activités, ses activités de mobilisation des intervenants et sa prestation de services. À l'appui de cet engagement, le BOA a intégré des considérations d'accessibilité et d'inclusion dans ses activités de sensibilisation, ses pratiques d'approvisionnement, ses produits de communication et son engagement auprès des fournisseurs, des ministères fédéraux et du public.

Au cours de l'exercice 2025 à 2026, le BOA a continué à participer à des forums interministériels et à des groupes de travail axés sur l'accessibilité, l'équité en matière d'emploi et les pratiques d'approvisionnement inclusives afin d'échanger de l'information, des pratiques exemplaires et des leçons apprises dans l'ensemble de la collectivité fédérale. Le BOA a également poursuivi ses activités de sensibilisation et d'éducation visant à soutenir les fournisseurs historiquement sous-représentés dans la chaîne d'approvisionnement fédérale et à promouvoir une plus grande sensibilisation aux processus d'approvisionnement fédéraux.

De plus, le BOA a publié son plan d'accessibilité 2026 à 2028 en vertu de la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, réaffirmant son engagement à cerner, à prévenir et à éliminer les obstacles à l'accessibilité pour les employés et les intervenants externes. Le plan décrit les mesures visant à renforcer l'accessibilité dans des domaines comme les communications, la sensibilisation, l'approvisionnement, les pratiques en milieu de travail, ainsi que la conception et la prestation de programmes et de services.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie le BOA pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Ombud de l'approvisionnement est appuyée par le programme suivant :

- Ombud de l'approvisionnement

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour l'Ombud de l'approvisionnement sur la page Résultats dans l'InfoBase du GC.

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Progrès à l'égard des résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Processus de risque et de conformité
- Marchés attribués à des entreprises autochtones

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui appuient un ministère dans son travail visant à remplir ses obligations et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion des acquisitions;
- services de communications;
- services de gestion des finances;
- services de gestion des ressources humaines;
- services de gestion de l'information;
- services des technologies de l'information;
- services juridiques;
- services de gestion du matériel;
- services de gestion et de surveillance;
- services de gestion des biens immobiliers.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Services de communication

Le ministère a continué d'améliorer la façon dont il communique avec les Canadiens et les Canadiennes ainsi que ses employés en utilisant de nouvelles technologies et approches. Il s'agissait notamment d'une communication adaptée au public cible garantissant un langage et une terminologie inclusifs et culturellement appropriés ainsi qu'un contenu respectueux.

En 2025 à 2026, les plateformes Internet et intranet de SPAC ont continué d'être modernisées afin de répondre aux exigences du gouvernement relatives au Web et de soutenir une approche centrée sur l'utilisateur, accessible et axée sur les tâches pour l'offre de renseignements et de services. Le ministère a également continué à chercher d'autres occasions de renforcer l'ouverture et la transparence, en publiant des informations de manière proactive chaque fois que cela est possible.

Services de gestion des ressources humaines

SPAC a fait progresser son programme de diversité et d'inclusion en finalisant et en mettant en œuvre son plan d'action sur la diversité et l'inclusion de 2025 à 2029, à la suite de consultations avec les intervenants. Le plan met l'accent sur la gestion des talents, les valeurs et l'éthique, et renforce la mesure du rendement grâce à un cadre de mesure du rendement dédié à la diversité et à l'inclusion afin de mieux suivre les progrès.

Le ministère a poursuivi ses efforts pour combler les lacunes liées à l'équité en matière d'emploi en fixant des cibles et en faisant progresser des stratégies de recrutement et de maintien en poste adaptées, appuyées par des initiatives ciblées et des activités de sensibilisation.

SPAC a également renforcé sa stratégie en matière de santé mentale, de mieux-être et d'inclusion en mettant en œuvre des plans des directions générales et des régions, en élargissant l'accès aux services de soutien en personne et en améliorant l'accès aux outils pratiques, aux ressources et aux possibilités d'apprentissage en vue de répondre aux besoins changeants des employés. De plus, en novembre 2025, SPAC a lancé et promu la nouvelle solution numérique de Passeport pour l'accessibilité en milieu de travail du gouvernement du Canada, une initiative du SCT qui soutient un milieu de travail plus inclusif et accessible. Les employés fédéraux peuvent utiliser le Passeport pour faciliter les discussions et consigner les solutions convenues nécessaires pour réussir en milieu de travail.

SPAC a fait progresser l'initiative RH unifiées en passant à un modèle de prestation de services de RH plus agile et intégré dans l'ensemble des fonctions opérationnelles et organisationnelles. Ce travail permet d'améliorer l'expérience des employés et des gestionnaires, de renforcer l'intégrité des données des RH et d'améliorer le suivi des besoins et du rendement des services de RH en vue d'éclairer la prise de décisions.

Services des technologies de l'information

En 2025 à 2026, SPAC a poursuivi la mise en œuvre de diverses solutions d'entreprise pour soutenir la vision du gouvernement du Canada en matière de service et de modernisation numérique et la stratégie numérique du ministère. Ces efforts ont permis d'améliorer l'harmonisation, de simplifier les flux de travail et les processus, et d'accroître l'efficacité dans les secteurs de services clés, y compris les RH, les TI et les services immobiliers. SPAC a également soutenu la migration de certaines applications opérationnelles vers le nuage conformément à la stratégie d'hébergement infonuagique du gouvernement du Canada, et a tiré parti des dernières capacités d'IA pour améliorer la prestation de services dans les domaines de la traduction, de l'approvisionnement et du soutien informatique.

SPAC a entrepris plusieurs initiatives pour améliorer l'accessibilité globale de ses solutions et assurer la conformité avec la Norme nationale du Canada. Étaient prévues à cette fin des évaluations des Règles pour l'accessibilité des contenus Web, la mise en place de logiciels d'accessibilité adaptés et la formulation de conseils sur l'accessibilité pour les projets prioritaires.

SPAC a également lancé une initiative de réduction de la dette technique afin de moderniser son portefeuille d'applications et d'améliorer la durabilité globale du système. Cela comprenait la mise

hors service de 11 applications existantes en 2025 à 2026 et la correction de 40 autres pour résoudre des problèmes de rendement, de sécurité et de maintenabilité. Grâce à ces travaux, SPAC a amélioré la fiabilité de ses solutions numériques et a mieux aligné ses systèmes sur l'évolution des normes opérationnelles et techniques.

Services de gestion et de surveillance

Le ministère a continué de renforcer son programme de sécurité en faisant progresser les priorités énoncées dans le Plan de sécurité ministériel de 2025 à 2028. Des activités visant à atténuer les risques de sécurité cernés ont été mises en œuvre en mettant l'accent sur l'amélioration de la prestation des programmes et la capacité d'adaptation à l'environnement changeant.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 21 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 21 : Ressources requises pour les services internes en 2025 à 2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	385 051 530 $	377 718 542 $
Équivalents temps plein	3 458	3 310

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

La section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC et la section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Processus de risque et de conformité

Le Processus de risque et de conformité (PRC) est une autoévaluation conçue pour aider les administrateurs généraux à confirmer qu'ils ont des contrôles et des pratiques en place pour s'acquitter de leurs responsabilités en vertu des politiques du Conseil du Trésor et de la réglementation et à gérer efficacement les risques au sein de leur ministère.

En 2025 à 2026, SPAC a effectué l'autoévaluation du PRC. Les résultats montrent que le ministère a démontré de solides pratiques et contrôles de gestion en matière d'approvisionnement, de finances et de dépenses ainsi que de santé au travail. SPAC a également cerné certaines possibilités d'amélioration et :

- Améliorera la surveillance et renforcera l'approche rigoureuse et normalisée en matière de gestion du rendement pour assurer une plus grande cohérence dans l'ensemble du ministère;
- Établira des procédures et des normes additionnelles pour les contrôles de sécurité afin de renforcer la conformité et l'efficacité des pratiques ministérielles en matière de sécurité;

- Investira stratégiquement dans le renouvellement ou la revitalisation du portefeuille immobilier, améliorera l'état des biens et garantira une infrastructure sûre et fiable.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque exercice, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 22, SPAC a attribué 7,08 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 22 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2025 à 2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	300,15 millions $
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	4,25 milliards $
Valeur des exceptions approuvées par l'administration générale (C)	0 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A ÷ (B − C) × 100]	7,08 %

Remarques

Aux fins de la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada définit les « entreprises autochtones » comme suit :

- une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné ou une Aînée, un conseil de bande ou un conseil tribal;
- une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada;
- une entreprise inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 $.

La valeur totale des contrats attribués aux entreprises autochtones comprend les contrats de sous-traitance attribués aux entreprises autochtones par des entrepreneurs principaux non autochtones. Compte tenu de la portée et de la valeur importantes des contrats qui soutiennent les projets de SPAC, le partenariat avec les soumissionnaires non autochtones retenus pour créer des occasions d'affaires pour les entreprises autochtones a été un succès stratégique. La sous-traitance autochtone représentait plus de 37 % des résultats déclarés en 2025 à 2026.

SPAC n’a pas demandé d’exception à la cible approuvée par l’administrateur général pour l’exercice 2025 à 2026.

Le budget global d’approvisionnement de SPAC était plus prévisible au cours de cette période de référence que l’année dernière, ce qui a eu une incidence positive importante sur l’atteinte de l’objectif minimal de 5 %. Des activités d’approvisionnement ministérielles équilibrées et prévisibles à SPAC contribuent à ce résultat de façon plus durable.

Pour les contrats de moindre valeur attribués en vertu du pouvoir de passation de marchés de base dont disposent la plupart des autres ministères (c.-à-d. jusqu’à un maximum de 4,5 millions de dollars), SPAC a attribué des contrats à des entreprises autochtones totalisant environ 18,5 millions de dollars, représentant plus de 6,4 % de la valeur de ce type de contrats. La réalisation de SPAC est donc solide et stable pour les contrats de portée réduite, qui utilisent des méthodes de passation de marchés plus souples et tendent à tirer parti de la capacité des entreprises autochtones existantes de manière plus efficace.

Les contrats de plus grande valeur conclus par SPAC dépassent actuellement la capacité de la plupart des entreprises autochtones existantes et limitent leur capacité à participer au processus d’appel d’offres. Pour les contrats de plus grande valeur de SPAC, le ministère intègre d’autres formes de participation autochtone, en partenariat avec les titulaires de contrats non autochtones. Les plans de participation des Autochtones comprennent des engagements à sous-traiter avec des entreprises autochtones et à offrir des possibilités de formation ou d’autres possibilités d’emploi aux Autochtones, soutenant ainsi l’objectif plus large de réconciliation avec les peuples autochtones du gouvernement du Canada.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du ministère de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2028 à 2029.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 23 montre l'argent que SPAC a dépensé au cours de chacun des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Tableau 23 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025 à 2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025 à 2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Achat de biens et de services	187 050 746	378 126 501	• 2023 à 2024 : 196 842 940 • 2024 à 2025 : 227 211 193 • 2025 à 2026 : 184 304 444
Paiements et comptabilité	1 109 124 404	1 135 860 921	• 2023 à 2024 : 836 496 904 • 2024 à 2025 : 883 208 784 • 2025 à 2026 : 976 191 026
Biens et infrastructure	5 384 718 661	5 624 987 054	• 2023 à 2024 : 3 757 979 775 • 2024 à 2025 : 3 775 611 745 • 2025 à 2026 : 4 416 955 691
Soutien à l'échelle du gouvernement	192 421 726	252 165 831	• 2023 à 2024 : 174 902 636 • 2024 à 2025 : 167 777 405 • 2025 à 2026 : 191 672 453
Ombud de l'approvisionnement	4 534 537	5 197 169	• 2023 à 2024 : 4 697 286 • 2024 à 2025 : 5 356 263 • 2025 à 2026 : 5 451 275
Total partiel	**6 877 850 074**	**7 396 337 476**	• **2023 à 2024 : 4 970 919 541** • **2024 à 2025 : 5 059 165 390** • **2025 à 2026 : 5 774 574 889**

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025 à 2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025 à 2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Services internes	385 051 530	428 117 469	• 2023 à 2024 : 404 361 844 • 2024 à 2025 : 392 425 072 • 2025 à 2026 : 377 718 542
Total	**7 262 901 604**	**7 824 454 945**	• **2023 à 2024 : 5 375 281 385** • **2024 à 2025 : 5 451 590 462** • **2025 à 2026 : 6 152 293 431**

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Comparaison des autorisations totales pouvant être utilisées, du Budget principal des dépenses et des dépenses réelles pour l'exercice en cours

Les autorisations totales de SPAC pouvant être utilisées en 2025 à 2026 sont **supérieures de 562 millions de dollars** par rapport au Budget principal des dépenses, principalement en raison du financement supplémentaire approuvé au cours de l'exercice dans le cadre du processus du Budget supplémentaire des dépenses et des affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor, ainsi que des autorisations disponibles des exercices précédents et d'autres rajustements, tels qu'ils sont présentés dans les Comptes publics du Canada de 2026.

Les dépenses réelles de SPAC pour 2025 à 2026 **sont inférieures de 1 672 millions de dollars** par rapport aux autorisations totales pouvant être utilisées. Cet écart s'explique par **425 millions de dollars** d'autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs, qui proviennent principalement des autorisations non utilisées des fonds renouvelables, ainsi que par des fonds inutilisés de **1 247 millions de dollars**. Les fonds inutilisés sont principalement attribuables aux rajustements apportés aux échéanciers des projets, aux autorisations inutilisées pour les projets et les programmes en raison de coûts moins élevés que prévu, à l'augmentation des recouvrements ou des revenus, aux fonds de prévoyance inutilisés, aux projets annulés, ainsi qu'aux contrôles de dotation ayant entraîné une réduction ou le report des mesures de dotation. SPAC a demandé qu'une partie des fonds inutilisés soit reportée afin de soutenir les initiatives en cours.

Dépenses réelles sur trois exercices

L'augmentation globale de **777 millions de dollars** des dépenses réelles de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2025 à 2026 s'explique par les éléments suivants :

Le ministère a dépensé environ **76 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2024 à 2025 qu'en 2023 à 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à :

- Achat de biens et de services :
    - L'augmentation des salaires en raison de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et achat.

- Paiements et comptabilité :
    - Le financement supplémentaire reçu pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de la poursuite de l'Initiative des RH et de la paye de la prochaine génération;
    - L'augmentation est partiellement compensée par une diminution attribuable à un décalage entre le moment où un paiement en remplacement d'impôts est émis aux municipalités et le moment où le coût est recouvré auprès d'autres ministères.
- Biens et infrastructure :
    - Les dépenses pour la réalisation de projets en biens et infrastructure du ministère, y compris des projets majeurs dans la RCN, comme la réhabilitation des Terrasses de la Chaudière et de l'Édifice commémoratif de l'Ouest, ainsi que la phase initiale de la présidence canadienne du G7 en 2025.
    - La poursuite de la mise en œuvre de la VPLT, une stratégie sur plusieurs décennies visant à restaurer et à moderniser la Cité parlementaire du Canada, notamment pour le Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre, ainsi que poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada.
    - L'augmentation est partiellement compensée par une diminution attribuable au calendrier des paiements provisoires versés à l'entrepreneur pour le PASE, ainsi que par l'achat d'un édifice situé au 181, rue Queen à Ottawa (Ontario), ces deux opérations ayant eu lieu lors de l'exercice précédent.

Le ministère a dépensé environ **701 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2025 à 2026 qu'en 2024 à 2025. Cette augmentation est principalement attribuable à :

- Paiements et comptabilité :
    - Le passage du projet de transformation des RH et de la paye à l'étape du développement et des essais de la solution de RH et de paye Dayforce;
    - Un décalage entre le moment où un paiement en remplacement d'impôts est versé aux municipalités et le moment où le coût est recouvré auprès d'autres ministères.
- Biens et infrastructure :
    - Le paiement d'achèvement substantiel effectué au cours de l'exercice pour le PASE, conformément au calendrier de paiement;
    - La poursuite de la mise en œuvre de la VPLT de la Cité parlementaire, notamment le Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et le renouvellement de l'îlot 2, ainsi que l'avancement de la stratégie de Laboratoires Canada;
    - L'augmentation est partiellement compensée par la diminution des dépenses nettes du Fonds renouvelable des Services immobiliers, principalement en raison de l'absence de coûts non récurrents liés aux conventions collectives de l'exercice précédent, de la diminution des décaissements, de l'amélioration de l'efficacité, de l'augmentation des revenus et à de la maîtrise efficace des coûts.

- Soutien à l'échelle du gouvernement :
    - Financement supplémentaire reçu dans le cadre du Fonds pour les besoins émergents à l'appui des initiatives publicitaires hautement prioritaires, urgentes ou imprévues. Toutes les décisions et affectations de financement sont fondées sur les priorités du gouvernement du Canada.

L'augmentation est partiellement compensée par une diminution des éléments suivants :

- Achat de biens et de services :
    - Rajustements rétroactifs effectués au cours de l'exercice précédent à la suite de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et achat.
- Dépenses découlant des mesures de réduction des dépenses gouvernementales.

L'onglet Finances de l'infographie pour SPAC dans l'InfoBase du GC fournit davantage de renseignements financiers sur les exercices précédents.

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 24 présente les dépenses prévues de SPAC au cours des trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Tableau 24 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2026 à 2027	Dépenses prévues 2027 à 2028	Dépenses prévues 2028 à 2029
Achat de biens et de services	168 998 282	164 501 736	156 431 774
Paiements et comptabilité	1 037 985 984	309 192 005	319 689 256
Biens et infrastructure	4 207 333 741	3 769 571 817	3 658 775 067
Soutien à l'échelle du gouvernement	176 893 188	153 265 781	146 091 416
Ombud de l'approvisionnement	4 389 120	4 271 132	4 045 923
Total partiel	**5 595 600 315**	**4 400 802 471**	**4 285 033 436**
Services internes	333 571 206	245 289 014	235 864 502
Total	**5 929 171 521**	**4 646 091 485**	**4 520 897 938**

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Pour l'exercice 2028 à 2029, le ministère prévoit dépenser environ **1 408 millions de dollars** de moins qu'en 2026 à 2027. Cette diminution est principalement attribuable à :

- Paiements et comptabilité :
    - La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que le projet de transformation des RH et de la paye.
- Biens et infrastructure :
    - La réduction du financement des immobilisations prévisible pour les grands projets d'infrastructure et la fin du financement pour l'investissement en vue du dessaisissement associé au Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux en 2026 à 2027.

  La diminution est partiellement compensée par :

    - Une augmentation des dépenses prévues en 2027 à 2028 relativement à la stratégie de Laboratoires Canada, ce qui reflète le fait que les projets seront en pleine phase de réalisation. Les dépenses prévues devraient diminuer en 2028 à 2029, car certains projets visés par la stratégie de Laboratoires Canada seront presque terminés, ce qui entraînera une baisse des coûts de construction.
    - Une augmentation des dépenses prévues pour poursuivre la mise en œuvre de la VPLT de la Cité parlementaire.
- Services internes :
    - La fin du financement supplémentaire pour les services internes destinés aux employés chargés de l'administration de la paye.
    - Le financement actuel approuvé du ministère à l'appui des projets de technologie de l'information, tels que la plateforme fiable du gouvernement du Canada et les projets de convergence numérique en phase de planification préliminaire.
- La diminution des dépenses prévues est également attribuable à la réduction budgétaire découlant de l'Examen exhaustif des dépenses, qui a entraîné des réductions globales dans l'ensemble du ministère.

Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.

L'onglet Finances de l'infographie pour SPAC dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements financiers plus détaillés en ce qui concerne les exercices précédents.

Dépenses budgétaires brutes réelles

Le tableau 25 fait le rapprochement des dépenses brutes réelles et des dépenses nettes pour 2025 à 2026.

Tableau 25 : Sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2025 à 2026	Revenus réels affectés aux dépenses 2025 à 2026	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2025 à 2026
Achat de biens et de services	403 673 480	219 369 036	184 304 444
Paiements et comptabilité	1 165 600 470	189 409 444	976 191 026
Biens et infrastructure	7 850 169 865	3 433 214 174	4 416 955 691
Soutien à l'échelle du gouvernement	500 548 577	308 876 124	191 672 453
Ombud de l'approvisionnement	5 451 275	0	5 451 275
Total partiel	**9 925 443 667**	**4 150 868 778**	**5 774 574 889**
Services internes	453 855 457	76 136 915	377 718 542
Total	**10 379 299 124**	**4 227 005 693**	**6 152 293 431**

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

Analyse du sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers, ainsi que par ses trois fonds renouvelables actifs.

Le programme Locaux fédéraux et infrastructure des Services immobiliers génère des revenus principalement :

- en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement;
- en préparant des espaces à l'occupation;
- en produisant et en distribuant des services publics.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques, ainsi que par le Fonds renouvelable des Services optionnels, principalement pour des services de déplacements et de la gestion du transport.

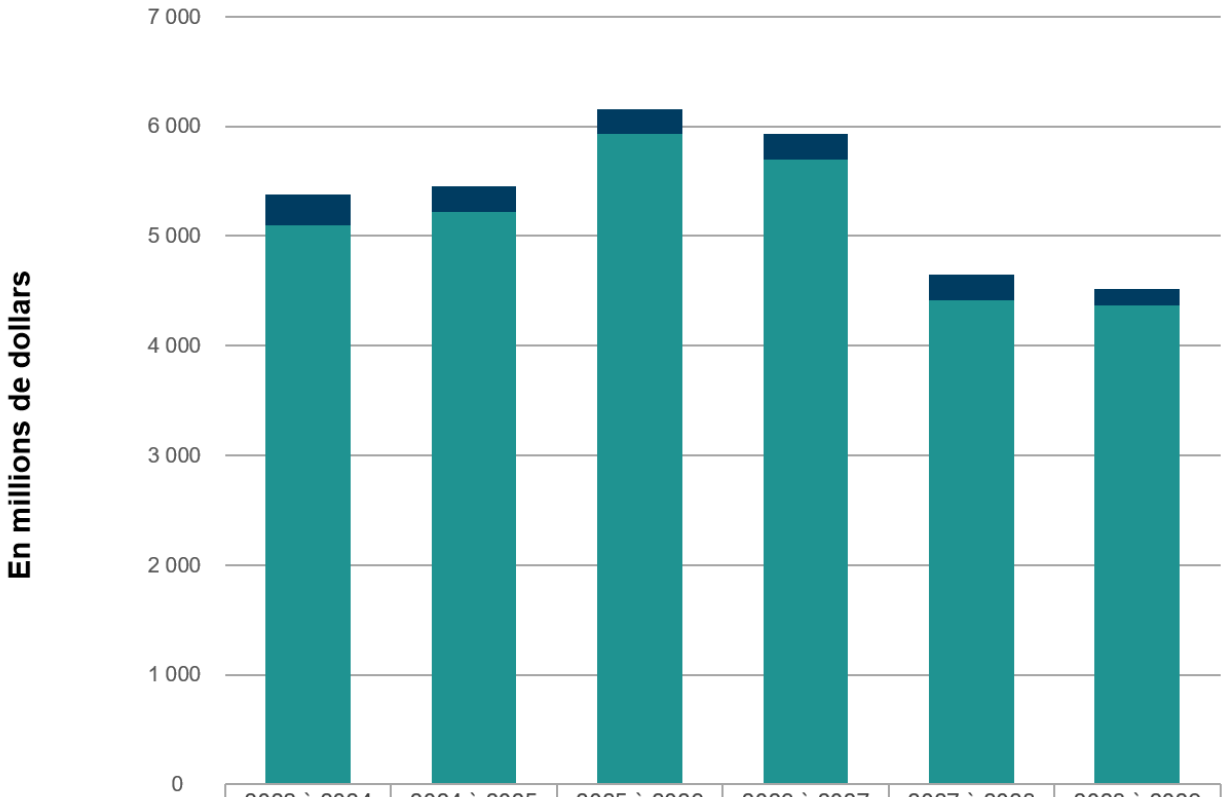
L'onglet Finances de l'infographie pour SPAC dans l'InfoBase du GC fournit des renseignements sur la façon dont les dépenses de SPAC s'inscrivent dans les dépenses et les activités du gouvernement du Canada.

Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Le graphique 1 résume le financement approuvé, voté et législatif, du ministère pour la période de 2023 à 2024 à 2028 à 2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices



	2023 à 2024	2024 à 2025	2025 à 2026	2026 à 2027	2027 à 2028	2028 à 2029
Postes législatifs	279	228	221	230	232	154
Crédits votés	5 096	5 224	5 931	5 699	4 414	4 367
Total	5 375	5 452	6 152	5 929	4 646	4 521

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

Version texte du graphique 1

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2023 à 2024	279 000 000 $	5 096 000 000 $	5 375 000 000 $
2024 à 2025	228 000 000 $	5 224 000 000 $	5 452 000 000 $

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2025 à 2026	221 000 000 $	5 931 000 000 $	6 152 000 000 $
2026 à 2027	230 000 000 $	5 699 000 000 $	5 929 000 000 $
2027 à 2028	232 000 000 $	4 414 000 000 $	4 646 000 000 $
2028 à 2029	154 000 000 $	4 367 000 000 $	4 521 000 000 $

Les montants peuvent différer de ceux figurant dans d'autres documents publics en raison de l'arrondissement.

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Ce graphique à barres représente les dépenses réelles de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2025 à 2026 ainsi que les dépenses prévues pour l'exercice 2026 à 2027 à l'exercice 2028 à 2029, réparties entre les dépenses législatives et votées.

Les dépenses réelles de SPAC pour l'exercice 2025 à 2026 sont de **6 152 millions de dollars**, une augmentation de **777 millions de dollars** par rapport aux dépenses réelles de 2023 à 2024. Des détails supplémentaires sur les écarts de dépenses réelles sont fournis sous Analyse des dépenses des trois derniers exercices dans la section Sommaire du rendement budgétaire.

Pour l'exercice 2026 à 2027 à l'exercice 2028 à 2029, les chiffres représentent les dépenses totales prévues, qui reflètent le financement approuvé par le Conseil du Trésor du Canada, au moment de l'élaboration du Plan ministériel 2026 à 2027, à l'appui des responsabilités essentielles du ministère. Dans l'ensemble, il y a une diminution des dépenses prévues au cours de l'exercice 2026 à 2027 à l'exercice 2028 à 2029. Des détails supplémentaires sur les écarts des dépenses prévues sont fournis dans la section Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices dans la section Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices.

Consultez les Comptes publics du Canada pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives de SPAC.

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers consolidés de SPAC (non audités) pour l'exercice terminé le 31 mars 2026.

Le tableau 26 résume les charges et les revenus pour 2025 à 2026 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 26 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025 à 2026	Résultats prévus 2025 à 2026	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des charges	7 760 705 318 $	8 172 053 616 $	(411 348 298) $
Total des revenus	3 473 108 855 $	3 491 063 800 $	(17 954 945) $

Renseignements financiers	Résultats réels 2025 à 2026	Résultats prévus 2025 à 2026	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	4 287 596 463 $	4 680 989 816 $	(393 393 353) $

Analyse des charges et des revenus pour 2025 à 2026

Le coût de fonctionnement net de 2025 à 2026 a été inférieur de 393 millions de dollars par rapport aux résultats prévus, principalement attribuable aux rajustements apportés aux échéanciers des projets, aux autorisations inutilisées pour les projets et les programmes en raison de coûts moins élevés que prévu, à l'augmentation des recouvrements ou des revenus, aux fonds de prévoyance inutilisés, aux projets annulés, ainsi qu'aux contrôles de dotation ayant entraîné une réduction ou le report des mesures de dotation. SPAC a demandé qu'une partie des fonds inutilisés soit reportée afin de soutenir des initiatives en cours.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2025 à 2026 proviennent de l'État des résultats prospectif consolidé pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026 (non audité) de SPAC.

Le tableau 27 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 27 : État condensé des résultats (non audité) pour les exercices 2024 à 2025 et 2025 à 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025 à 2026	Résultats réels 2024 à 2025	Différence (2025 à 2026 moins 2024 à 2025)
Total des charges	7 760 705 318 $	7 751 420 323 $	9 284 995 $
Total des revenus	3 473 108 855 $	3 506 824 242 $	(33 715 387) $
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	4 287 596 463 $	4 244 596 081 $	43 000 382 $

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2024 à 2025 et 2025 à 2026

L'augmentation des charges de 9 millions de dollars est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Le passage du projet de transformation des RH et de la paye à l'étape du développement et des essais de la solution de RH et de paye Dayforce.
- Le financement supplémentaire reçu dans le cadre du Fonds pour les besoins émergents à l'appui des initiatives publicitaires hautement prioritaires, urgentes ou imprévues. Toutes

les décisions et affectations de financement sont fondées sur les priorités du gouvernement du Canada.

Cette augmentation est partiellement compensée par la diminution des charges découlant :

- Des rajustements rétroactifs effectués au cours de l'exercice précédent à la suite de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et achat;
- Des mesures de réduction des dépenses gouvernementales.

La diminution des revenus de 34 millions de dollars est principalement attribuable à une baisse des revenus de location provenant des autres ministères et organismes fédéraux.

Le tableau 28 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passifs) et de ses ressources disponibles (actifs), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Tableau 28 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2025 à 2026)	Exercice précédent (2024 à 2025)	Différence (2025 à 2026 moins 2024 à 2025)
Total des passifs nets	3 995 630 087 $	4 312 431 329 $	(316 801 242) $
Total des actifs financiers nets	1 506 068 947 $	1 386 332 429 $	119 736 518 $
Dette nette du ministère	2 489 561 140 $	2 926 098 900 $	(436 537 760) $
Total des actifs non financiers	14 625 447 996 $	13 182 888 639 $	1 442 559 357 $
Situation financière nette du ministère	12 135 886 856 $	10 256 789 739 $	1 879 097 117 $

Analyse du passif et de l'actif du ministère depuis le dernier exercice

La diminution du total des passifs nets de 317 millions de dollars est principalement attribuable au paiement d'achèvement substantiel effectué au cours de l'exercice pour le PASE, conformément au calendrier de paiement, ce qui réduit le montant dû par le ministère à la fin de l'exercice par rapport à l'exercice précédent.

L'augmentation du total des actifs financiers nets de 120 millions de dollars est principalement attribuable à une hausse des comptes débiteurs et avances, découlant d'un décalage entre le moment où un paiement versé en remplacement d'impôts (PERI) est émis aux municipalités et le moment où le coût est recouvré auprès d'autres ministères. L'augmentation du montant que le ministère est autorisé à prélever sur le Trésor, résultant de la hausse des comptes débiteurs, contribue également à l'augmentation des actifs financiers nets.

L'augmentation du total des actifs non financiers de 1 443 millions de dollars (actifs corporels utilisés pour la prestation de services et dont la durée de vie utile s'étend au-delà d'un exercice comptable, comme les biens immobiliers, l'équipement ou la machinerie qui ont été acquis, construits ou loués) est principalement attribuable à l'augmentation des immobilisations corporelles visant à poursuivre la mise en œuvre de la VPLT de la Cité parlementaire, notamment le Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et le renouvellement de l'îlot 2. Cette augmentation est également attribuable aux efforts continus du ministère pour la réalisation d'autres projets majeurs en biens et infrastructure, y compris le renouvellement de Place du Portage III, la réhabilitation de l'Édifice commémoratif de l'Ouest, le PASE ainsi que la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de l'exercice 2023 à 2024 à l'exercice 2028 à 2029.

Le tableau 29 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes de SPAC pour les trois exercices précédents.

Tableau 29 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes au cours des trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2023 à 2024	Équivalents temps plein réels en 2024 à 2025	Équivalents temps plein réels en 2025 à 2026
Achat de biens et de services	2 352	2 263	2 160
Paiements et comptabilité	5 435	5 989	5 883
Biens et infrastructure	4 571	4 736	4 589
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 545	2 560	2 456
Ombud de l'approvisionnement	28	33	34
Total partiel	**14 931**	**15 581**	**15 122**
Services internes	3 176	3 335	3 310
Total	**18 107**	**18 916**	**18 432**

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

L'augmentation globale de **325 équivalents temps plein (ETP)** entre l'exercice 2023 à 2024 et l'exercice 2025 à 2026 s'explique par les éléments suivants :

L'augmentation de **809 ETP** entre les exercices 2023 à 2024 et 2024 à 2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- Paiements et comptabilité :
    - Le financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de la poursuite de l'Initiative des RH et de la paye de la prochaine génération.
- Biens et infrastructure :
    - Les effectifs requis pour répondre aux besoins opérationnels, principalement dans le cadre des activités du Fonds renouvelable des Services immobiliers, afin de mener à bien les projets prioritaires de SPAC et d'autres ministères gouvernementaux, ainsi que des initiatives telles que la modernisation des outils de prestation de services.

L'augmentation est partiellement compensée par une diminution en ce qui a trait à :

- Achat de biens et de services :
    - La réorientation des ETP en fonction des niveaux de financement du Programme des approvisionnements à la suite de réductions liées à Recentrer les dépenses gouvernementales.

La diminution de **484 ETP** entre les exercices 2024 à 2025 et 2025 à 2026 est principalement attribuable à ce qui suit :

- Diminution des ETP dans l'ensemble des responsabilités essentielles en raison de mesures proactives de gestion des ressources, notamment la mise en œuvre de restrictions en matière de personnel découlant des mesures de réduction des dépenses gouvernementales, partiellement compensée par une augmentation dans la responsabilité essentielle Paiements et comptabilité à l'appui du projet de transformation des RH et de la paye.

Le tableau 30 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes de SPAC au cours des trois prochains exercices.

Tableau 30 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028	Équivalents temps plein prévus en 2028 à 2029
Achat de biens et de services	2 205	2 217	2 177
Paiements et comptabilité	5 610	2 422	2 293
Biens et infrastructure	4 305	3 602	3 476
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 387	2 311	2 247
Ombud de l'approvisionnement	34	32	32

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028	Équivalents temps plein prévus en 2028 à 2029
Total partiel	**14 541**	**10 584**	**10 225**
Services internes	2 908	2 806	2 704
Total	**17 449**	**13 390**	**12 929**

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

La **diminution** globale **de 4 520 ETP** entre les exercices 2026 à 2027 et 2028 à 2029 est principalement attribuable à :

- La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que le projet de transformation des RH et de la paye. Les ETP prévus seront rajustés si de futures autorisations sont reçues.
- Le réalignement avec les niveaux de financement à la suite de la réduction des dépenses gouvernementales.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de SPAC :

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Analyse comparative entre les sexes Plus
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque exercice des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'analyse comparative entre les sexes plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministre de tutelle : Joël Lightbound, PC, MP

Administrateur général : Arianne Reza

Portefeuille ministériel : Transformation du gouvernement, Travaux publics et Approvisionnement et lieutenant du Québec

Instrument habilitant : La Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada

Année de constitution ou de création : 1841

Autre : Le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et Approvisionnement et lieutenant du Québec a des responsabilités en vertu de 26 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- Loi sur Services partagés Canada
- Loi sur la capitale nationale
- Loi sur la Société canadienne des postes
- Loi sur la production de défense
- Loi sur l'expropriation
- Loi sur l'administration des biens saisis
- Loi sur les biens de surplus de la Couronne
- Loi sur le Bureau de la traduction

Coordonnées du ministère

Adresse postale

Services publics et Approvisionnement Canada
11, rue Laurier, Portage III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Sites Web : Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page Demandes de renseignements généraux de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur Facebook, LinkedIn, X (Twitter), Instagram et YouTube.

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons de faire preuve de davantage d'inclusion et d'adaptation ainsi que les méthodes permettant de cerner et de réduire tout obstacle à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif et mesurable qu'un ministère, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des ministères ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses. Les ministères sont responsables de déterminer les dépenses prévues et doivent être en mesure de justifier les données financières présentées dans leur plan ministériel et rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le crédit énonce également les conditions régissant les dépenses.

entreprise autochtone (Indigenous business)

Les exigences relatives à la vérification des entreprises autochtones aux fins du rapport sur les résultats ministériels sont présentées sur le site Web de Services aux Autochtones Canada (Cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones).

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre d'heures de travail d'un employé ou d'une employée divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, une personne qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Mesure qualitative ou quantitative pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative pour évaluer les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Programme, projet ou autre initiative amenant deux ministères fédéraux ou plus à recevoir du financement pour travailler en collaboration à un résultat commun habituellement lié à une priorité gouvernementale et que les ministres y participant conviennent de désigner horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment l'exigence selon laquelle le ministère responsable doit rendre compte des dépenses et des résultats communs.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des activités prévues et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois exercices. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Activité, plan ou projet sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'atteindre les résultats ministériels attendus.

priorités gouvernementales (government priorities)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels 2025-2026, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le discours du Trône de 2025.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'un ministère a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que le ministère souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons retenues ont été dégagées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et des ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à l'atteinte de ses résultats.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (result)

Un résultat ou un extrant lié aux activités d'un ministère ou liées à une politique, un programme ou une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat général lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.